

Bilan
des investissements
internationaux
en France
2022

Bilan

des investissements internationaux en France

2022



Pascal Cagni

Président du Conseil
d'administration de Business France
et Ambassadeur délégué
aux investissements internationaux



Laurent Saint-Martin

Directeur général de Business France

Avant-propos

Un nouveau record, malgré une conjoncture économique hautement perturbée : le bilan 2022 des projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi en France est une superbe réussite de l'attractivité française. Business France s'en félicite d'autant plus que ses équipes sont directement responsables de l'identification et de l'accompagnement d'une part croissante de cette manne grandissante : près des deux tiers des projets sont issus du travail conjoint mené avec les Agences régionales de développement. À ce succès quantitatif s'ajoutent, de surcroît, plusieurs satisfactions liées au contenu des projets recensés.

Première satisfaction : ces projets concernent en majorité le secteur industriel et contribuent ainsi à l'effort national de réindustrialisation. Ainsi le nombre d'investissements dans les équipements électriques et informatiques croît-il de 17 %. Cette année aura vu aboutir un projet stratégique exceptionnel, celui du groupe suisse STMicroelectronics, d'un montant de 5,7 milliards d'euros, qui vise à construire une nouvelle fonderie de semi-conducteurs en Isère et créera 1 000 emplois. Dans l'énergie et le recyclage, le nombre de projets augmente considérablement – + 87 % – et la moitié d'entre eux porte sur le développement des énergies décarbonées, tel celui de Greenvolt, startup portugaise, qui a créé sa filiale à Lyon en octobre 2021 et y renforce maintenant ses équipes. Ces projets, et bien d'autres encore, concourent, quant à eux, à l'effort national de transition écologique.

Bonne nouvelle encore, après deux années de crise, le secteur aéronautique redémarre en trombe avec 52 projets – un chiffre historique, en hausse de 86 % – et des créations d'emploi deux fois plus élevées qu'en 2021. À titre d'exemple, le groupe luxembourgeois Vallair va développer une ligne de conversion d'avions en cargo sur son site de Déols, en région Centre-Val de Loire, et créer ainsi quarante emplois. En revanche, le nombre de projets dans la construction automobile chute de 20 %, un décrochage à relativiser, toutefois, puisqu'il fait suite à une hausse de 50 % l'année dernière.

Deuxième satisfaction : le nombre record de projets de R&D et d'ingénierie – 191. Il progresse de plus d'un quart et celui des emplois associés de plus de moitié. Beaucoup viennent des États-Unis et d'Allemagne, qui font la course en tête. Siemens recrute 25 ingénieurs supplémentaires à Chatillon, en Île-de-France, pour travailler sur les logiciels de digitalisation dans l'industrie et sur les transports intelligents. La startup texane Way, editrice d'une plateforme d'activation de marques partenaires pour l'hôtellerie, choisit la France pour débiter son expansion internationale : son

bureau parisien va créer jusqu'à 50 emplois dans les fonctions R&D, ventes et marketing.

La dernière satisfaction tient aux projets dans les centres de décision et les services aux entreprises. Après une hausse de près de 40 % en 2021, les implantations de centres de décision progressent encore de 4 % en 2022. Ce sont majoritairement des primo-implantations, annonciatrices d'investissements futurs. Quant aux projets dans les services aux entreprises, leur nombre bondit de 26 % et celui des emplois associés est multiplié par près de trois grâce aux investissements des agences d'interim, dont il faut saluer la contribution exceptionnelle aux créations d'emplois recensées au bilan 2022.

Ces très bons résultats illustrent la force d'attraction qu'exerce la France. Son ampleur est le fruit de trois facteurs convergents : des réformes structurelles qui ont amélioré l'environnement des affaires ; des politiques ambitieuses qui soutiennent nos entreprises, développent la formation professionnelle, encouragent l'innovation et la réindustrialisation ; enfin, des investissements massifs dans les filières d'avenir et la conversion écologique, dans le cadre du plan France 2030, qui transforment dès à présent l'ensemble de notre économie.

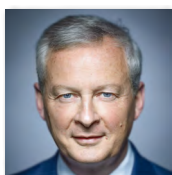
Cette performance s'explique également par les activités de prospection et d'accompagnement conduites par la Team France Invest. En 2022, Business France a détecté 1 863 projets potentiels d'investissement étrangers, qui ont donné lieu à plus d'un millier d'offres territoriales proposées par les Agences régionales de développement et diffusées aux investisseurs par nos bureaux présents dans 54 pays. En outre, plus d'une centaine d'actions de co-prospection et de communication ont été organisées avec les régions à travers le monde pour valoriser les atouts de leurs territoires auprès des investisseurs et des influenceurs. Par ailleurs, l'Agence et les régions sont particulièrement mobilisées depuis l'année dernière pour répondre aux demandes de foncier et de compétences des investisseurs, qui se heurtent à la raréfaction des terrains disponibles et aux tensions sur le marché du travail.

La consolidation récente des partenariats noués entre les acteurs publics du développement international des territoires va permettre de déployer et d'optimiser davantage encore nos actions communes : sachant combien les investisseurs accordent d'importance à cet accompagnement de bout en bout dans le choix de leur pays d'implantation, c'est de bon augure pour notre attractivité future.

Préface

L'attractivité de la France pour les investisseurs internationaux poursuit son ascension. Avec 1 725 projets, chiffre le plus élevé jamais recensé, et un bond de plus de 30% du nombre d'emplois créés ou sauvegardés, l'année 2022 est encore meilleure que l'année 2021. Un record suit l'autre, malgré les crises géopolitique, énergétique et inflationniste qui affectent la France et l'Europe.

Ces résultats exceptionnels tiennent au nombre et à la force de nos atouts structurels, aux réformes menées pour favoriser l'environnement des affaires et à nos investissements massifs dans nos filières d'avenir – en particulier dans la transition écologique. Avec un projet sur deux consacré à une implantation et près de 800 extensions, ce bilan annuel montre combien les investisseurs étrangers sont convaincus du potentiel de croissance de notre pays et combien ils sont satisfaits de leur présence en France.



Bruno Le Maire

Ministre de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle
et numérique de la France

Exceptionnel une fois encore, le bilan 2022 témoigne du rayonnement mondial et de l'attractivité de la France.

Les projets d'investissement proviennent d'entreprises originaires de près d'une soixantaine de pays couvrant les cinq continents.

Les États-Unis se classent encore au premier rang des investisseurs en France, l'Allemagne au 2^e et, bel exemple, l'Italie augmente ses investissements de 50% !

Le nombre des projets britanniques poursuit sa progression, celui des Pays-Bas enregistre une hausse de près de 40 % !

De tels résultats illustrent la qualité de l'accueil que nous offrons, aux entreprises comme aux talents étrangers, ainsi que la mobilisation croissante de nos ambassades au service de l'internationalisation de l'économie française.

Merci à tous les acteurs de notre diplomatie économique auxquels nous devons ces beaux succès et ceux à venir !



Catherine Colonna

Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Préface

Remarquable à plus d'un titre, le bilan 2022 de l'investissement international créateur d'emploi en France apporte deux bonnes nouvelles pour la cohésion des territoires et la transition écologique. La première : Les décisions d'investissement étranger irriguent l'ensemble du territoire - 43 % des projets sont à destination de communes de moins de 20 000 habitants, tout comme 39 % des emplois en 2022. La seconde, c'est l'ampleur et la qualité des investissements répondant au défi climatique, qu'il s'agisse de projets portant spécifiquement sur des produits ou services favorisant la transition écologique ou de tous ceux qui tiennent compte de cet enjeu en réduisant au maximum leur impact environnemental. Le bilan 2022 met ainsi en lumière les bénéfices que la France retire de son ouverture à l'international pour son développement territorial et durable.



Christophe Béchu

Ministre de la Transition écologique
et de la Cohésion des territoires

Ce bilan 2022 vient conforter l'importante contribution des investissements internationaux à la réindustrialisation de notre pays. La majorité des projets recensés concernent le secteur industriel et plus du quart portent directement sur la production, qui crée ou maintient 17 500 emplois. En particulier, le secteur aéronautique repart avec vigueur, avec 52 projets et des créations d'emploi deux fois plus élevées qu'en 2021.

Cerise sur le gâteau : le projet stratégique du groupe suisse STMicroelectronics, d'un montant de 5,7 milliards d'euros, qui implantera une fonderie de semi-conducteurs en Isère et créera 1 000 emplois.

Cette attractivité exceptionnelle s'explique notamment par l'attention portée aux besoins des investisseurs, comme en témoigne la centaine de sites industriels clés en main que nous leur proposons, dont la sélection est désormais facilitée par un outil numérique de datavisualisation. Le Made in France a le vent en poupe.

Le bilan 2022 des projets d'investissement étrangers confirme l'attractivité économique de la France. Depuis 2019, la France est le pays européen qui en accueille le plus grand nombre. Ce résultat est le fruit des réformes menées depuis 2017 pour moderniser notre environnement des affaires. C'est aussi le résultat concret des efforts des Régions et de toute la Team France Invest. Je me réjouis de ce bilan, marqueur de la confiance dans la durée des investisseurs internationaux envers notre pays. Leurs projets en France renforcent notre économie. Ils favorisent la création d'emplois et dynamisent nos territoires. Je m'en réjouis aussi car l'attractivité sert notre commerce extérieur : les filiales d'entreprises étrangères jouent un rôle crucial dans nos exportations. Elles participent activement à la réindustrialisation du pays, aux transitions numérique et écologique et au redressement de notre balance commerciale. Un tel bilan est un signal fort envoyé aux investisseurs internationaux : notre pays est attractif ! C'est le message que je m'attelle à porter depuis dix mois sur tous les continents et je continuerai à le porter !



Roland Lescure

Ministre délégué chargé de l'Industrie



Olivier Becht

Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger

AVANT PROPOS

p5

PRÉFACE

p6

SYNTHÈSE

p10

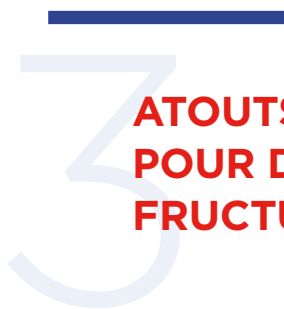
1 DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT ET DES CRÉATIONS D'EMPLOIS À UN NIVEAU HISTORIQUE

1. Un environnement macroéconomique préservé p14
2. L'attractivité maintenue à un niveau élevé p16
3. Un nombre de créations d'établissements
à un niveau record p17
4. Le continent européen, premier pourvoyeur
de projets d'investissement p18



2 LA FRANCE, FORTE DE LA DIVERSITÉ DE SES FILIÈRES ET DE SES TERRITOIRES

1. La production et la R&D au cœur de l'attractivité française p26
2. Des projets sur un large éventail de secteurs : l'industrie en tête p28
3. Des investissements étrangers répartis sur l'ensemble du territoire national p32
4. Des secteurs d'excellence régionaux, facteurs d'attractivité p36



3 ATOUTS ET FACTEURS DE SUCCÈS POUR DES INVESTISSEMENTS FRUCTUEUX EN FRANCE

1. Un foncier et un accompagnement clé en main p43
2. Un vivier reconnu de talents p48
3. France 2030, une stratégie d'avenir pour accompagner la transformation de l'économie p54

Synthèse

1 725

DÉCISIONS
D'INVESTISSEMENT
EN 2022



Création ou maintien de

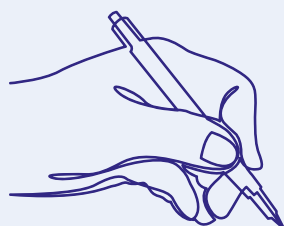
58 810

emplois dont **12 057** CDI intérimaires



+7 %

de projets
d'investissement en 2022



NOMBRE DE PROJETS ET D'EMPLOIS
PAR TYPE D'OPÉRATION

+31 %

d'emplois annoncés

50 %

des projets sont
des nouvelles implantations

Projets

Emplois

870 ——— Création ——— 16 821

798 ——— Extension ——— 39 056

57 ——— Reprise ——— 2 933

64 %

des projets suivis
par Business France

Top 3 des fonctions

456

projets de
production

394

projets de centres
de décision

207

projets de services
aux entreprises

Production

26 %

des investissements

30 %

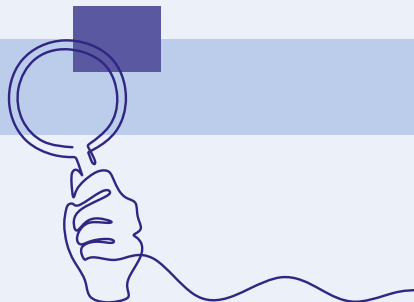
des emplois concernent des activités
de production



R&D

191

investissements dans
les activités de R&D et ingénierie



+23 %

de projets



Top 5 des investisseurs

	Projets	Emplois
États-Unis	16 %	29 %
Allemagne	15 %	12 %
Royaume-Uni	10 %	7 %
Pays-Bas	8 %	10 %
Italie	8 %	5 %

Top 5 des secteurs

	Projets	Emplois
Commerce et distribution	13 %	7 %
Conseil et services aux entreprises	10 %	29 %
Prestations informatiques	9 %	8 %
Énergie et recyclage	5 %	4 %
Équipements électriques et informatiques	5 %	3 %

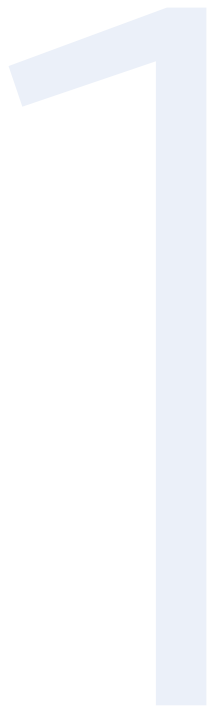
43 %

des projets et

74 %

des projets industriels dans des communes de moins de 20 000 habitants





**DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT
ET DES CRÉATIONS D'EMPLOIS
À UN NIVEAU HISTORIQUE**

DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT ET DES CRÉATIONS D'EMPLOIS À UN NIVEAU HISTORIQUE

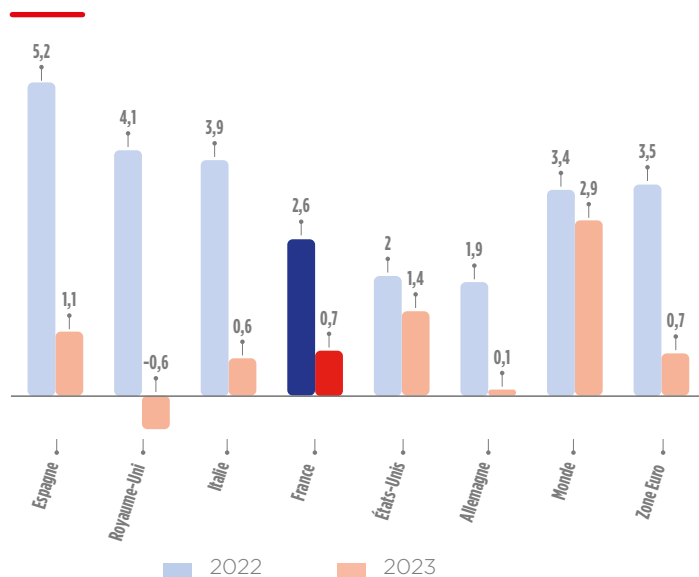
1. Un environnement macroéconomique préservé

À peine sortie de la pandémie de Covid-19, l'année 2022 restera une année de crises et de déséquilibres : tout d'abord, crise géopolitique avec la guerre en Ukraine ; crise énergétique avec la destabilisation du marché de l'énergie et ses répercussions sur les échanges internationaux et les prix de production ; retour de l'inflation à des niveaux historiques dans les économies développées.

Néanmoins, l'économie française a su résister avec, selon le FMI, une croissance du PIB français de +2,6 % en 2022.

Fig 1. Croissance du PIB réel

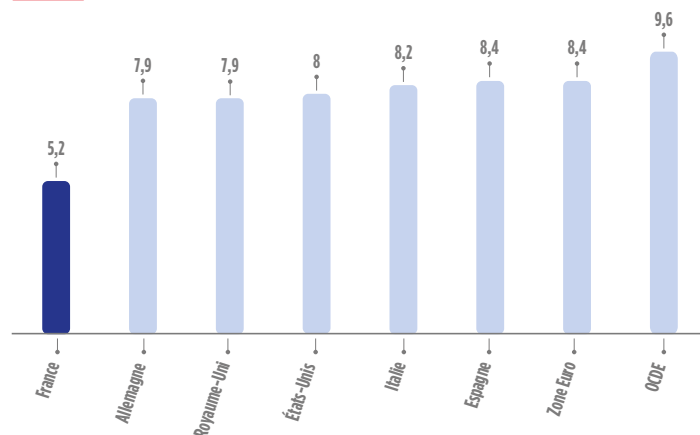
En %



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2023

La France s'est notamment démarquée des principales économies européennes voisines en maintenant un niveau d'inflation relativement bas en 2022, grâce aux politiques d'aides aux entreprises et le soutien du pouvoir d'achat des ménages (bouclier tarifaire). En glissement annuel, la France a connu une inflation de 5,2 % en 2022 quand l'Allemagne ou le Royaume-Uni sont à 7,9 % d'augmentation moyenne des prix. À 7,3 % en 2022, le taux de chômage atteint son plus bas niveau depuis 1982 (source : Insee).

Fig 2. Inflation 2022 en glissement annuel
En %



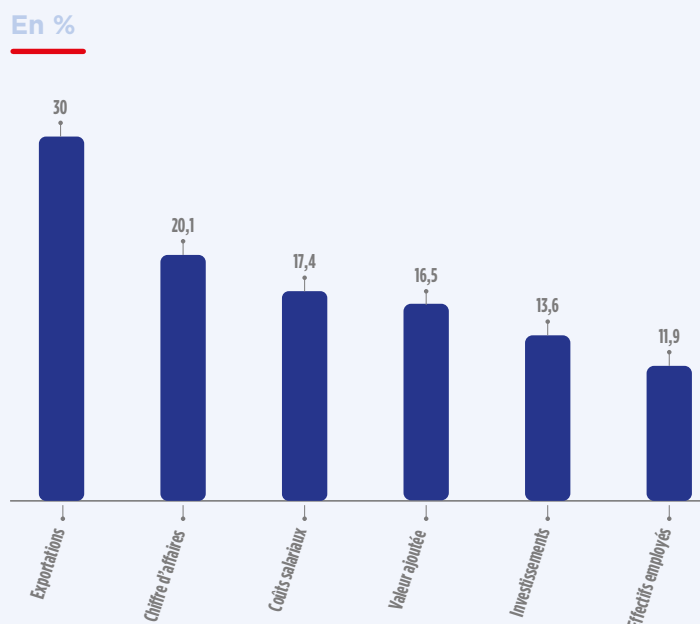
Source : OCDE, 2023

CONTRIBUTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES EN FRANCE

Les entreprises étrangères présentes en France, au nombre de 16 900 selon l'Insee, représentent un poids important dans notre économie en termes d'emploi et de créations de valeur. Bien qu'elles représentent moins de 1 % du nombre d'entreprises du secteur marchand non agricole et non financier, elles emploient près de 12 % des salariés en France. Elles concentrent 20 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du secteur marchand ainsi que 16,5 % de la valeur ajoutée. Également à l'origine de 14 % des investissements, les filiales d'entreprises étrangères en France représentent 30 % du montant des exportations françaises.

Les filiales étrangères qui recrutent le plus en France sont les entreprises américaines. En 2020, ces dernières emploient plus de 460 000 personnes. Elles devancent les filiales d'entreprises allemandes (341 500 employés en France) et suisses (249 600 employés). Les entreprises britanniques sont à l'origine de 165 600 emplois en France.

Fig 3. Contribution des filiales étrangères en France en 2020
En %



Source : Insee, Insee Focus N°281, 2022

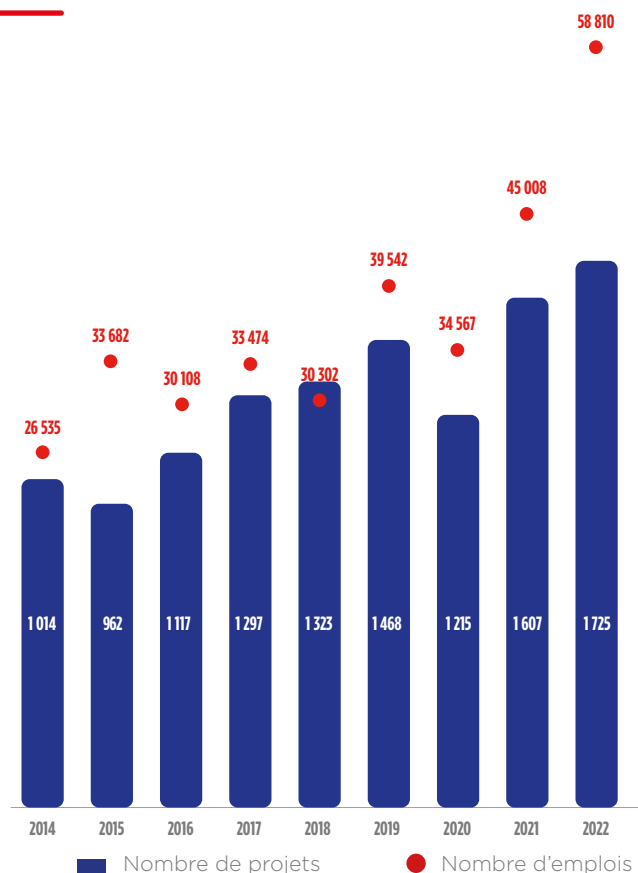
2. L'attractivité maintenue à un niveau élevé

Malgré un contexte international perturbé en 2022, la France a maintenu un haut niveau d'attractivité pour l'investissement étranger. En 2022, le pays a attiré un nombre record de projets : 1 725 décisions d'investissement issues d'entreprises étrangères ont été répertoriées qui permettront la création ou le maintien de 58 810 emplois en ETP pérennes sur le territoire d'ici 3 ans.

Avec une augmentation de 7 % des projets accueillis par rapport à 2021, la France dépasse son propre record de l'année 2021 et atteint le plus haut niveau de projets recensés de son histoire.

En termes d'emplois, 2022 connaît la plus forte progression jamais enregistrée avec +31 % d'emplois créés ou maintenus issus d'investissement étranger.

Fig 4. Évolution des projets et emplois associés



Source : Bilan France 2014-2022, Business France

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'emploi intérimaire correspond à la mise à disposition temporaire d'un salarié par une agence d'intérim, auprès d'une autre entreprise afin d'exécuter une mission définie. Depuis 2014, les employés intérimaires peuvent signer un contrat à durée indéterminée avec l'agence de travail temporaire.

L'emploi intérimaire concerne entre 2 et 3 % de l'emploi salarié en France. Sa sensibilité à la variation du climat économique en fait un indicateur très pertinent de la conjoncture. Selon la Dares, fin décembre 2022, 816 100 personnes occupent un emploi intérimaire.

L'augmentation historique du nombre d'emplois créés par l'investissement étranger en 2022 est principalement due à la croissance très significative du nombre de contrats en CDI intérimaire proposés par les agences d'intérim étrangères présentes en France. Trois des principales agences d'intérim présentes sur le territoire français sont des entreprises à capitaux étrangers (Adecco, Manpower et Randstad). Les nouveaux CDI intérimaires annoncés sur l'année 2022 représentent 20,5 % de l'ensemble des emplois créés ou maintenus annoncés par des entreprises étrangères en France. Ces emplois sont classés parmi les activités de l'entreprise qui les rémunère, quel que soit le secteur d'activité dans lequel les intérimaires exécutent leur mission.

Source : Dares, Insee, Business France

3. Un nombre de créations d'établissements à un niveau record

Les décisions d'investissement étranger recensées en 2022 créent en moyenne 34 emplois sur le territoire, soit un niveau plus élevé que la moyenne 2014-2021 (égale à 27 emplois).

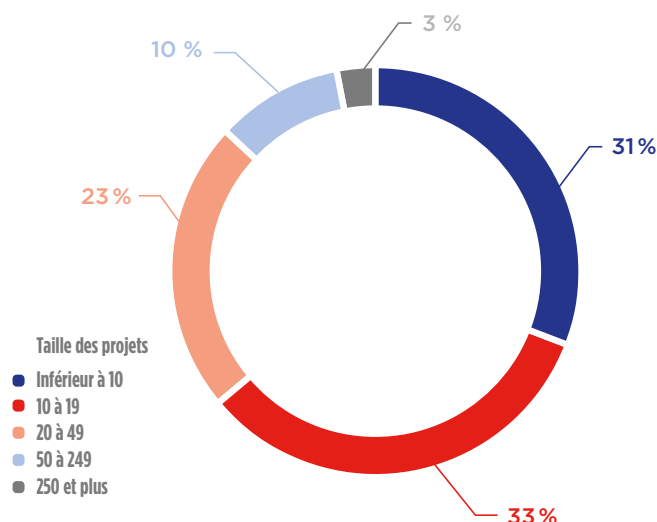
Un investissement étranger sur deux concerne une nouvelle implantation en France à l'origine de 29 % des emplois créés ou maintenus. Parmi ces nouvelles implantations, 42 % sont des primo-installations en France ou en Europe.

Les opérations d'extension, signe de la satisfaction et de la confiance renouvelée des entreprises étrangères ayant déjà investi en France, représentent 46 % des décisions d'investissement.

Dans un contexte difficile post-pandémie et d'inflation importante, le nombre d'opérations de reprise a augmenté de 66 % en 2022 par rapport à 2021. Deux reprises sur trois concernent des activités de service (point de ventes, services aux entreprises ou aux particuliers) et 31 % des activités de production. Les reprises d'entreprises françaises en difficulté par des entreprises étrangères ont permis de sauvegarder près de 3 000 emplois sur l'ensemble du territoire.

Fig 5. Répartition des projets selon le nombre d'emplois créés ou maintenus en 2022

En %



Source : Bilan France 2022, Business France

Répartition des projets et emplois par type d'investissement

	2022		Part		Évolution 2021-2022	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Création	870	16 821	50 %	29 %	7 %	3 %
Extension	798	39 056	46 %	66 %	6 %	69 %
Reprise	57	2 933	3 %	5 %	50 %	-47 %
Total général	1 725	58 810	100 %	100 %	7 %	31 %

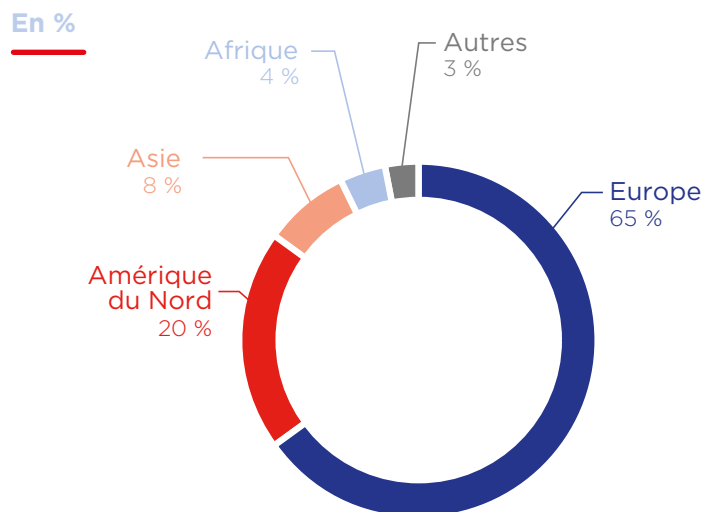
Source : Bilan France 2022, Business France

4. Le continent européen, premier pourvoyeur de projets d'investissement

En 2022, la France a accueilli des projets d'investissement d'entreprises originaires de près d'une soixantaine de pays de l'ensemble des continents.

L'Europe est le premier continent d'origine des investissements étrangers en France avec 65 % des projets, une part légèrement supérieure à la moyenne 2014-2022 (63 %). L'Amérique du Nord est la 2^e zone émettrice d'investissement en France avec 20 % des projets de 2022, suivie par l'Asie à l'origine de 8 % des projets.

Fig 6. Répartition des projets par continent d'origine en 2022



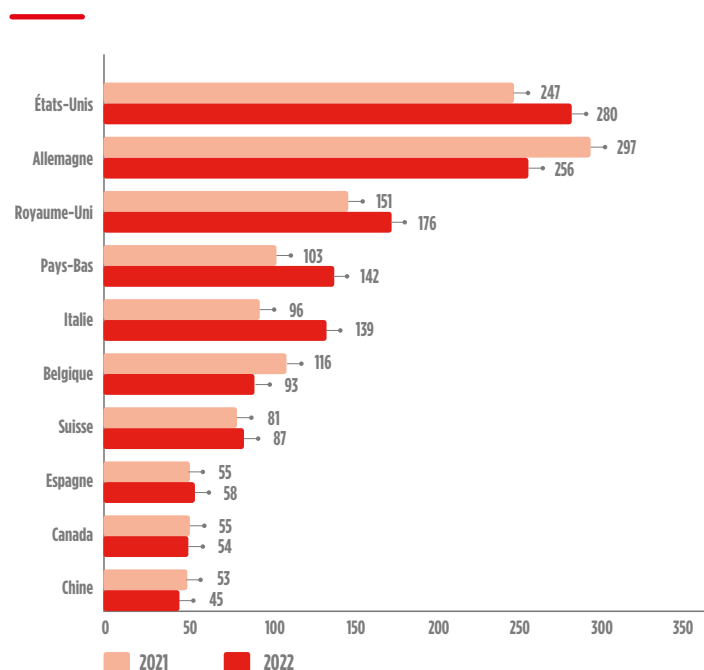
Source : Bilan France 2022, Business France

Principaux pays d'origine des investissements étrangers en France en 2022

	2022		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
États-Unis	280	17 107	16 %	29 %
Allemagne	256	7 181	15 %	12 %
Royaume-Uni	176	4 071	10 %	7 %
Pays-Bas	142	5 775	8 %	10 %
Italie	139	2 656	8 %	5 %
Belgique	93	2 113	5 %	4 %
Suisse	87	4 130	5 %	7 %
Espagne	58	1 741	3 %	3 %
Canada	54	1 523	3 %	3 %
Chine	45	995	3 %	2 %
<i>Dont Hong Kong</i>	<i>8</i>	<i>181</i>	<i>1 %</i>	<i>0,3 %</i>
Danemark	43	942	2 %	2 %
Japon	41	1 158	2 %	2 %
Suède	35	955	2 %	2 %
Tunisie	22	267	1 %	0,5 %
Luxembourg	19	1 101	1 %	2 %
Irlande	17	1 011	1 %	2 %
Turquie	17	220	1 %	0,4 %
Mexique	16	269	1 %	0,5 %
Singapour	13	278	1 %	0,5 %
Inde	13	257	1 %	0,4 %
Maroc	12	682	1 %	1 %
Norvège	12	281	1 %	0,5 %
Corée du Sud	11	203	1 %	0,3 %
Autriche	11	162	1 %	0,3 %
Israël	9	106	1 %	0,2 %
Total général	1 725	58 810	100 %	100 %

Source : Bilan France 2022, Business France

Fig 7. Évolution du nombre d'investissements des principaux investisseurs



Source : Bilan France 2021-2022, Business France

À l'origine de 280 projets et plus de 17 000 emplois créés ou maintenus, les États-Unis sont en 2022, le premier pays étranger investisseur en France en termes de projets et d'emplois. Ils retrouvent ainsi la première marche du podium perdue au profit de l'Allemagne en 2021. 16 % des projets et 29 % des emplois recensés en 2022 sont issus d'un investissement américain, soit une hausse de 13 % des projets et de 69 % des emplois. Les projets liés aux activités de prestations informatiques et de conseils et services aux entreprises sont en hausse. Ils représentent 30 % des investissements américains en 2022, contre 20 % en 2021. Côté emplois, les extensions de l'agence d'intérim américaine Manpower, annoncées au sommet Choose France 2022, contribuent à expliquer la très forte hausse du nombre d'emplois créés par les entreprises américaines.

Malgré une baisse en termes de projets et d'emplois par rapport à 2021, l'Allemagne est le 2^e investisseur étranger en France. Avec 256 projets (15 % de l'ensemble) et plus de 7 000 emplois (12 %), l'Allemagne est la première nation européenne à investir en France. À la tête de plusieurs grandes chaînes de distribution alimentaire qui s'étendent en France, l'Allemagne est à l'origine de 36 % des projets et

le premier pays investisseur dans le secteur du commerce et de la distribution. À l'origine de 24 % des projets du secteur énergie et recyclage, l'Allemagne est également le 1^{er} investisseur étranger en matière de transition énergétique. Par ailleurs, l'Allemagne est historiquement le plus gros investisseur étranger dans le secteur automobile (28 % des projets et 26 % des emplois depuis 2014) ; une place qu'elle conserve en 2022, avec notamment l'équipementier automobile allemand Schaeffler qui a choisi Haguenau (Grand-Est) avec l'entreprise française Symbio.

Le podium est complété par le Royaume-Uni dont les investissements en France ont progressé de 17 % par rapport à 2021, ce qui le place à l'origine de 10 % de projets recensés en 2022. Le commerce et la distribution est le secteur de destination de 38 % des projets britanniques et de 31 % des emplois.

Avec 10 % des emplois créés ou maintenus, les Pays-Bas se distinguent comme 3^e pays créateur d'emplois en France en 2022. Les Pays-Bas ont vu leur nombre de projets progresser de 38 % entre 2021 et 2022 et leur nombre d'emplois induits multiplié par 2,6. Ces fortes progressions sont principalement dues au fort développement de l'intérim qui représente 20 % des projets et 69 % des emplois créés par les entreprises néerlandaises. Le développement sur l'ensemble du territoire français des salles de sport Basic Fit, enseigne sous contrôle néerlandais, représente 41 % des projets du pays en 2022 (contre 49 % en 2021).

L'Italie enregistre également une belle progression en 2022 avec +45 % de projets et d'emplois par rapport à 2021. L'Italie est, en particulier, à l'origine de 37 des 57 projets de reprise recensés au bilan 2022. C'est le 1^{er} investisseur étranger dans la santé en France avec 25 projets recensés en 2022, soit 24 % des investissements du secteur. Le développement du groupe chimique et pharmaceutique italien Zambon participe à cette performance. Zambon poursuit ses investissements avec le lancement d'un plan d'investissement 2024 - 2028 qui prévoit la construction à Avrillé (Maine-et-Loire) d'un nouveau site de production pilote, le renforcement de ses capacités de production, le doublement de ses laboratoires de R&D et du contrôle qualité avec la création concomitante d'emplois qualifiés.

À la 10^e place du classement, la Chine (dont Hong-Kong) avec 45 projets est le premier pays asiatique en termes d'investissement en France.

La Tunisie est le 1^{er} investisseur africain avec 22 projets recensés, soit une progression de 29 % du nombre de projets par rapport à l'année passée.

ILS ONT CHOISI LA FRANCE



Agro-alimentaire

Tunisie – SELT MARINE

Depuis 2006, SELT Marine Group, entreprise tunisienne, cultive des algues marines biologiques en Tunisie, à Zanzibar et au Mozambique puis les transforme en gélifiants et épaississants pour les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques. Ses produits sont distribués dans plus de 15 pays. Principal producteur du secteur dans le bassin méditerranéen, le groupe a choisi de créer une entité française, SELT France BioTech, à Vedène dans le Vaucluse. Cette implantation, motivée notamment par la filière naturalité particulièrement active sur le territoire, l'environnement scientifique de haut niveau et le positionnement géographique du territoire, va permettre la création de 15 emplois sur 3 ans.



Énergie et recyclage

Mexique – BIOESOL

BioEsol, une entreprise Cleantech visant à faciliter la transition vers l'autonomie énergétique, a prévu dans sa feuille de route stratégique d'établir un bureau de R&D à Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes), qui aura pour priorité absolue d'accélérer l'innovation dans le domaine du stockage de l'énergie, des nouveaux matériaux et de l'intelligence artificielle appliquée à l'énergie. Elle prévoit d'investir 5 M\$ dans son bureau grenoblois et d'embaucher au moins 20 personnes au cours des trois prochaines années.



Prestations informatiques

États-Unis – WAY

Éditeur d'une plateforme d'activation de marque pour les entreprises de l'hôtellerie, la startup texane (Austin) Way a choisi Paris pour sa première expansion internationale hors des États-Unis depuis sa création en 2020. Son nouveau bureau permettra de servir l'ensemble du marché européen. Way s'adresse aux marques d'hôtellerie locales et internationales, et envisage de créer jusqu'à 50 emplois en France dans les trois ans sur les fonctions R&D, ventes et marketing. Avec 20 M\$ levés en Série A l'an passé, ces recrutements viendront alimenter les ambitions de croissance de Way en Europe pour apporter son innovation à un secteur en pleine mutation.

ILS ONT CHOISI LA FRANCE



Agro-alimentaire

Qatar - QATAR INVESTMENT AUTHORITY

Qatar Investment Authority (QIA), le fonds d'investissement souverain du Qatar, a mené en 2022 un tour de financement de 250 M€ dans la biotech française Innovafeed, leader dans la production de protéines d'insectes pour la nutrition animale et végétale. Innovafeed utilisera le financement pour continuer à augmenter sa capacité de production en France et pour accélérer son expansion internationale, ainsi que continuer à investir dans les technologies de pointe et dans la R&D.



Construction automobile

Pays-Bas - EBUSCO

Le fabricant néerlandais de bus à propulsion électrique, champion de la mobilité décarbonée, a confirmé son installation sur la Métropole Rouen Normandie où il va intégrer dans le site de Renault - Cléon pour y implanter un deuxième site de production en Europe, ainsi qu'un nouveau siège pour la filiale française. L'entreprise, originaire de Deurne dans le sud des Pays-Bas, va y investir 10 M€, recrutera 80 salariés dans un premier temps avant une future montée en cadence du site qui devrait bénéficier du déploiement des transports publics zéro émission en France. Ebusco a d'ailleurs déjà annoncé une première commande de la ville de Rouen pour 76 bus de dernière génération.



Conseils et service

Inde - LARSEN & TOUBRO

La filiale ingénierie du groupe L&T a ouvert un centre d'ingénierie et R&D à Toulouse. Elle envisage de recruter 50 personnes d'ici un an et environ 100 personnes d'ici 3 ans pour un investissement d'environ 2 M€. L'idée principale pour ce centre à Toulouse est de servir les clients du groupe dans l'industrie aéronautique, en France mais aussi en Europe.



Composants électroniques

Royaume-Uni - PARAGON GROUP LTD

Leader dans la fabrication d'étiquettes et premier fabricant de composants RFID (radio-identification) en Europe, Paragon ID investit en France dans la modernisation de ses machines de production. La société renforce ses équipes avec le recrutement en 2022 de près de 70 salariés dans le Val de Loire où elle bénéficie de la proximité avec ses partenaires dans le domaine de l'électronique. Le groupe vient de finaliser une 4^e acquisition en France grâce à laquelle Paragon ID vient renforcer son offre industrielle avec un système de géolocalisation en temps réel dépourvu de batteries, une alternative plus écologique et moins onéreuse.





LA FRANCE, FORTE DE LA DIVERSITÉ DE SES FILIÈRES ET DE SES TERRITOIRES

2 LA FRANCE, FORTE DE LA DIVERSITÉ DE SES FILIÈRES ET DE SES TERRITOIRES

1. La production et la R&D au cœur de l'attractivité française

Le nombre de projets de production est stable par rapport à l'année 2021 (457 investissements en 2022) mais les emplois créés ou maintenus par ces projets, au nombre de 17 487, sont en hausse de 13 %, et atteignent leur plus haut niveau jamais atteint.

Les centres de décision sont la deuxième fonction la plus courante. Ils représentent 394 projets en 2022, 4 % de plus qu'en 2021, et ont permis la création ou le maintien de plus de 6 500 emplois. Parmi ces projets, les primo-implantations d'entreprises sont majoritaires.

Les services aux entreprises et les points de vente comptabilisent chacun 12 % des projets d'investissement en 2022. Cependant, alors que le nombre de projets de points de vente est stable, les services aux entreprises bénéficient de la plus forte progression en 2022, +26 %. En termes d'emplois, les services aux entreprises, qui comprennent les emplois créés par les agences d'intérim, ont crû de façon particulièrement forte, ils sont près de 3 fois plus nombreux qu'en 2021.

Après une année 2021 marquée par le développement de grandes entreprises étrangères de livraison de course à domicile, les emplois de logistique et services aux particuliers sont en recul, tout en restant au-dessus de leur moyenne de 2014-2022.

Répartition des projets par fonction de l'investissement en 2022

	2022		Part		Évolution 2021-2022	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	394	6 509	23 %	11 %	4 %	3 %
<i>Dont Primo Implantation Europe</i>	52	589	3 %	1 %	-36 %	-26 %
<i>Dont Primo Implantation nationale</i>	167	2 489	10 %	4 %	-1 %	13 %
<i>Dont QG Monde / Europe</i>	37	680	2 %	1 %	48 %	221 %
<i>Dont QG national</i>	138	2 751	8 %	5 %	31 %	-12 %
Logistique	95	3 748	6 %	6 %	-4 %	-21 %
Point de vente	205	4 106	12 %	7 %	-0,5 %	39 %
Production / Réalisation	457	17 487	26 %	30 %	-1 %	13 %
R&D, Ingénierie, Design	191	4 789	11 %	8 %	23 %	53 %
<i>Dont Ingénierie, Design</i>	116	3 173	7 %	5 %	47 %	61 %
<i>Dont R&D</i>	76	1 621	4 %	3 %	0 %	39 %
Services aux entreprises	207	18 478	12 %	31 %	26 %	193 %
Services aux particuliers	176	3 693	10 %	6 %	23 %	-39 %
Total général	1 725	58 810	100 %	100 %	7 %	31 %

Source : Bilan France 2022, Business France

Les États-Unis (68 projets) talonnés par l'Allemagne (67 projets) sont les premiers pays investisseurs dans la production en 2022. La Suisse est en revanche 1^{re} en termes d'emplois avec 2 712 emplois créés ou maintenus en production, soit 1,5 fois plus qu'en 2021, notamment grâce aux investissements de STMicroelectronics en Isère, en partenariat avec GlobalFoundries.

Les projets de R&D et ingénierie ont beaucoup progressé en 2022, +23 % de projets et +53 % d'emplois. Avec 191 projets de cette nature et 4 789 emplois, cette fonction atteint également en 2022 un niveau record. Ce résultat exceptionnel met en lumière la progression de la reconnaissance de la France comme une terre d'innovation. Minebea Mitsumi, le 1^{er} fabricant japonais de roulement à billes miniatures et de composants de précision a ainsi décidé d'installer son centre technique sur son site d'Abbeville (Hauts-de-France) avec un démarrage des activités avant fin 2022.

Parmi ces projets, plus d'un tiers des emplois aboutissent dans la fonction de R&D, avec 1 621 emplois de chercheurs (+39 % de plus qu'en 2021) créés en 2022.

Les États-Unis sont les premiers investisseurs en R&D et ingénierie en 2022. Ils sont à l'origine de 24 % des projets annoncés et de 27 % des emplois associés, suivis par l'Allemagne (14 % des projets et 16 % des emplois).

Parmi les principaux secteurs industriels bénéficiaires des projets de R&D et ingénierie, on trouve les équipements électriques et informatiques (19 projets), les matériels aéronautiques, navals et ferroviaires (17 projets) et les équipements et dispositifs médicaux (16 projets).

2. Des projets sur un large éventail de secteurs : l'industrie en tête

La majorité des investissements étrangers se sont donc dirigés vers l'industrie (51 % des projets pour 44 % des emplois) ; les services représentant 49 % des projets et 56 % des emplois induits.

Dans l'industrie, l'énergie et le recyclage (5 % des projets), les équipements électriques et électroniques (5 %) et l'agro-alimentaire (5 %) sont les principaux secteurs de destination des projets. Ils connaissent en 2022 une augmentation significative du nombre de projets reçus : +87 % de projets dans l'énergie et le recyclage, +17 % pour les équipements électriques et informatiques. La dynamique du secteur de l'énergie et du recyclage est d'autant plus notable, que plus de la moitié des décisions d'investissement concernent des créations d'établissements. La moitié des projets du secteur concernent le développement des énergies décarbonées, à l'image de Greenvolt, la startup portugaise leader de la production d'énergie renouvelable, qui a créé sa filiale à Lyon en octobre 2021 et emploie aujourd'hui une équipe d'une dizaine de personnes qu'elle envisage de renforcer dans les prochaines années.

Observation notable, l'année 2022, après deux années de crise, est marquée par le redémarrage du secteur aéronautique, qui atteint le niveau historique de 52 projets d'investissement, soit une hausse de 86 % et un nombre d'emplois créés ou maintenus qui a plus que triplé en 2022, soit 2 863 emplois. Parmi ces projets, Vallair souhaite développer une ligne de conversion d'avions en cargo sur le site de Déols, où elle est historiquement implantée depuis sa création. L'entreprise luxembourgeoise a investi les 8 400m² du grand hangar de l'aéroport de Châteauroux-Déols pour y

lancer cette activité de reconversion d'avions. De la maintenance d'aéronefs est également envisagée. Quarante emplois seront créés pour cette nouvelle ligne de reconversion d'avions.

Le secteur de la santé, tiré par les équipements et dispositifs médicaux, connaît 19 % de projets supplémentaires par rapport à 2021 et +7 % d'emplois créés ou maintenus. La progression des projets dans ce secteur est notamment dopée par la reprise d'un groupe de dispositifs médicaux en difficulté (15 sites repris dans toute la France).

En revanche, le secteur de la construction automobile décroche en 2022 par rapport à l'exceptionnelle année 2021, avec une chute de 20 % des projets et de 32 % des emplois associés.

En ce qui concerne les services, le commerce et la distribution, le conseil et services aux entreprises et ainsi que les prestations informatiques constituent, depuis 2014, le podium des activités des décisions d'investissement étranger. Le commerce et la distribution, sur la première marche du podium en 2022, avec 13 % des projets reçus et 7 % des emplois, subit un recul en termes de projets (-6 %) et d'emplois (-26 %) après une très forte progression en 2021. Les conseil et services aux entreprises, 2^e secteur en termes de projets reçus (10 %) est à l'origine de la plus forte proportion d'emplois en 2022. Il contient les emplois intérimaires et est destinataire de 29 % des emplois annoncés. Les prestations informatiques avec 161 investissements et 4 695 emplois sont le 3^e secteur de destination des projets étrangers.

Répartition sectorielle des projets et des emplois en 2022

	2022		Part		Évolution 2021-2022	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	218	4 294	13 %	7 %	-6 %	-26 %
Conseil et services aux entreprises	180	17 314	10 %	29 %	55 %	450 %
Prestations informatiques	161	4 695	9 %	8 %	17 %	-4 %
Énergie et recyclage	88	2 124	5 %	4 %	87 %	117 %
Équipements électriques et informatiques	81	1 767	5 %	3 %	17 %	51 %
Agro-alimentaire	81	1 503	5 %	3 %	5 %	-0,1 %
Machines et équipements mécaniques	80	1 913	5 %	3 %	7 %	-4 %
Transport, stockage	75	2 834	4 %	5 %	-6 %	-29 %
Équipements et dispositifs médicaux	70	1 783	4 %	3 %	49 %	44 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	65	2 518	4 %	4 %	-20 %	-32 %
Sport et loisirs	62	482	4 %	1 %	19 %	27 %
Travail des métaux	59	1 744	3 %	3 %	31 %	-35 %
Chimie, plasturgie	59	1 099	3 %	2 %	-3 %	-21 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	52	2 863	3 %	5 %	86 %	213 %
Services financiers et assurances	50	1 476	3 %	3 %	-18 %	25 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	46	1 108	3 %	2 %	2 %	43 %
Équipement du foyer	45	1 685	3 %	3 %	-4 %	187 %
BTP, construction	45	813	3 %	1 %	-36 %	-54 %
Textiles et accessoires	37	1 085	2 %	2 %	9 %	61 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	37	912	2 %	2 %	-20 %	-67 %
Médicaments et biotechnologies	35	1 219	2 %	2 %	-15 %	-23 %
Composants électroniques	20	1 940	1 %	3 %	18 %	758 %
Service de location	20	260	1 %	0,4 %	43 %	189 %
Parfums, cosmétiques	14	451	1 %	1 %	-13 %	99 %
Éducation et formation	13	213	1 %	0,4 %	86 %	-16 %
Autres activités de services	11	236	1 %	0,4 %	0 %	56 %
Opérateurs télécoms et internet	10	232	1 %	0,4 %	25 %	-57 %
Électronique grand public	5	159	0,3 %	0,3 %	-76 %	-24 %
Immobilier	5	68	0,3 %	0,1 %	-62 %	-38 %
Médias, édition	1	20	0,1 %	0,03 %	-88 %	-72 %
Total général	1 725	58 810	100 %	100 %	7 %	31 %

Source : Bilan France 2022, Business France

ILS ONT CHOISI LA FRANCE



Prestations informatiques

Canada - INDIE ASYLUM

Basé au Canada, l'Indie Asylum est un regroupement de sociétés de développement de jeux vidéo, des studios de gamification et d'entreprise de services pour le monde du jeu vidéo. De nombreux jeux à succès ont été développés à l'Indie Asylum comme Two Falls (par Unreliable Narrators), Broken Edge (par Trebuchet) ou encore Rainbow Billy (par Manavoid). Fort de son succès au Canada et des liens économiques du Québec avec la France, l'Indie Asylum fait le grand saut vers l'Europe et s'installe en 2022 en région Sud afin de se développer dans l'écosystème foisonnant du jeu vidéo français et vise désormais le développement et la production de son premier jeu vidéo en France avec le recrutement de 10 personnes.



Travail des métaux

Turquie - KOSEDAG

L'entreprise turque spécialisée dans la production de clôtures en acier à destination des sites industriels et résidentiels ouvre son premier centre européen de production, dans les bâtiments chargés d'histoire de l'ancienne faïencerie Sarreguemines à Vitry-le-François. Cela représente un investissement initial de plus de 20 M€. À la clé : la sauvegarde d'un bâtiment faisant partie du patrimoine industriel de la région et la création de 35 nouveaux emplois en plein cœur de la Marne. L'entreprise envisage dans un second temps, de créer un centre de R&D sur ce site.



Opérateur de service

Nigeria - GAS360

Cette startup nigériane du segment cleantech offre un système de paiement de gaz de cuisson aux ménages à revenus bas ou modérés auprès de différents fournisseurs grâce à la technologie LoRaWan ; après un lancement réussi au Nigéria, la startup souhaite se déployer dans d'autres pays d'Afrique et au-delà. Avec le soutien du service économique de l'ambassade de France au Nigéria et de Business France, les deux cofondateurs ont décidé de lancer un centre R&D en France et ont d'ailleurs établi un partenariat avec Orange. Ce projet va créer 16 emplois (essentiellement des ingénieurs) sur trois ans à Toulouse, métropole choisie pour l'IoT valley et son écosystème IA et tech.



Verre, céramique, minéraux

Autriche - MM PACKAGING

Créé il y a 100 ans, MM-Packaging est un groupe autrichien, leader européen de la fabrication et de la transformation du carton en emballages. Sur son site de Monéteau dans l'Yonne, MM Packaging se modernise et investit 15 M€ dans trois nouvelles machines, respectivement pour l'impression, la découpe et la dorure du carton. Ce nouvel investissement est accompagné de la création de 37 nouveaux emplois.

ILS ONT CHOISI LA FRANCE



Construction automobile

Japon - TOYOTA INDUSTRIES CORP.

Toyota Industries Corporation, le premier fabricant mondial de chariots élévateurs, a construit une nouvelle ligne dans son usine d'Ancenis (Pays de la Loire) pour produire 900 unités par an d'un modèle de chariot élévateur, qui était auparavant fabriqué en Chine. Le transfert de la production du nouveau modèle sur le marché européen lui permettra de raccourcir considérablement les délais de livraison et de réduire les émissions de CO2 générées par le transport de l'Asie vers l'Europe. Le projet devrait se traduire par un investissement de plusieurs millions d'euros et la création de quelques dizaines d'emplois supplémentaires.



Agro-alimentaire

Argentine - HORUS AGRO

Horus Bio, entreprise argentine du secteur agroalimentaire & biotechnologie, s'est installée en France au second semestre 2022 sous le nom de Horus Biotechnologies. La société a été créée dans le but d'assurer la commercialisation de sa technologie sur le marché français et européen. Pour ce faire, un partenariat franco-argentin a été créé et matérialisé par une joint-venture avec la société bretonne Techsea Lab (biotechnologie marine basée sur des extraits d'algues). Ce projet concerne à moyen terme la création de 9 à 11 emplois directs pour un investissement financier direct sur la première année de 1,5 M€.



Travail des métaux

Pologne - CHEMET

Depuis la reprise du français Gaz Liquéfiés Industrie (GLI), alors en redressement judiciaire, en 2020, le groupe polonais a investi 25 M€ sur ses 15 sites français. Sur le site de Civray (Nouvelle Aquitaine), un programme global de modernisation, de robotisation et de réaménagement des principales lignes de production a été entamé. Entre autres, la production de cuves pour gaz dangereux et divers équipements pour les clients français sera relocalisé depuis la Pologne. Au total, 28 emplois supplémentaires seront créés dont 5 cadres, 20 opérateurs (soudeurs, monteurs) et 3 agents de maîtrise.

3. Des investissements étrangers répartis sur l'ensemble du territoire national

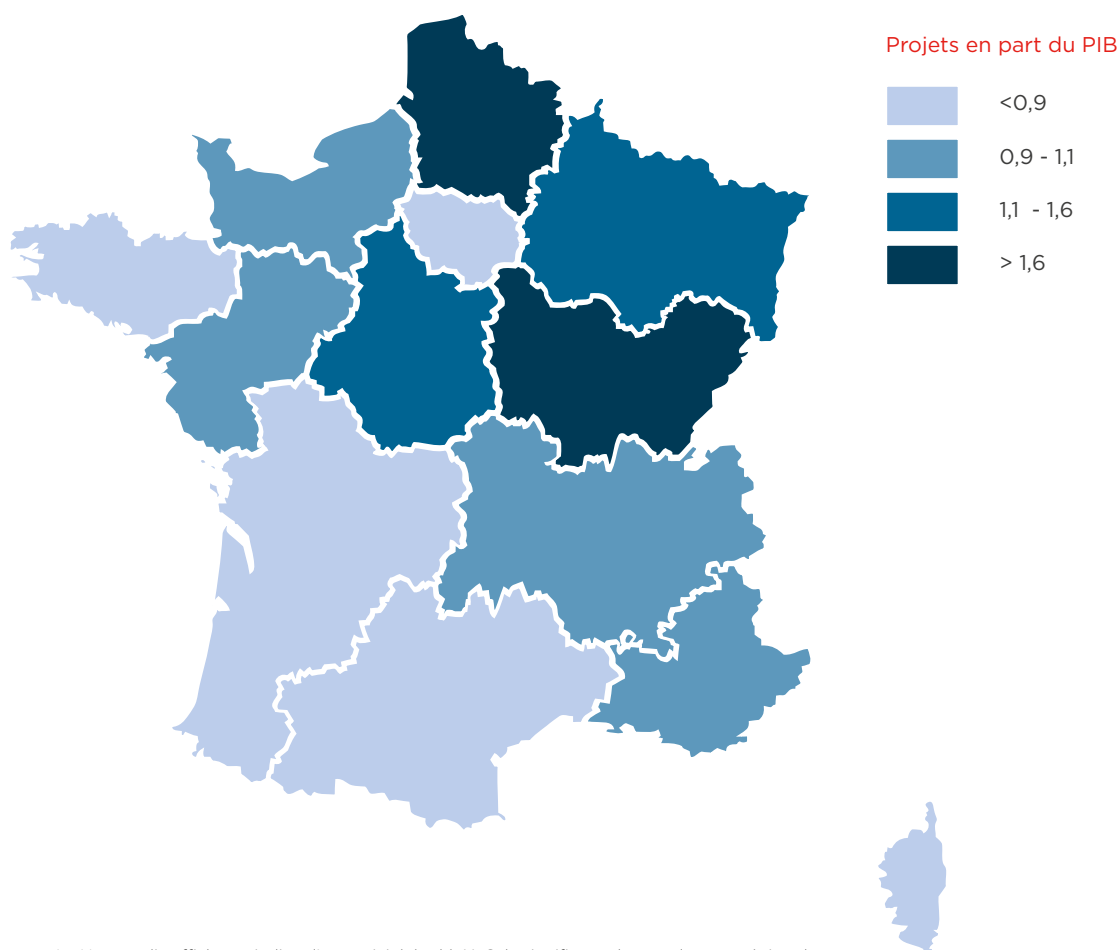
Les investissements étrangers se répartissent sur l'ensemble du territoire national où ils créent et maintiennent des emplois. Les premières régions de destination des projets d'investissement en 2022 sont l'Île-de-France, les Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

La région Hauts-de-France a enregistré la progression

la plus forte du nombre de projets accueillis en 2022 par rapport à 2021. Elle fait partie des régions, avec la Bourgogne-Franche-Comté, qui a reçu une part des projets étrangers, plus de 1,6 fois supérieure à son poids dans le PIB national.

En valeur, l'Île-de-France conserve sa place de 1^{re} région en termes d'emplois créés ou maintenus par un investissement étranger. Néanmoins, rapporté au nombre d'emplois dans la région, ce sont les Hauts-de-France et Centre-Val de Loire qui se distinguent par leur forte proportion d'emplois induits par un investissement étranger.

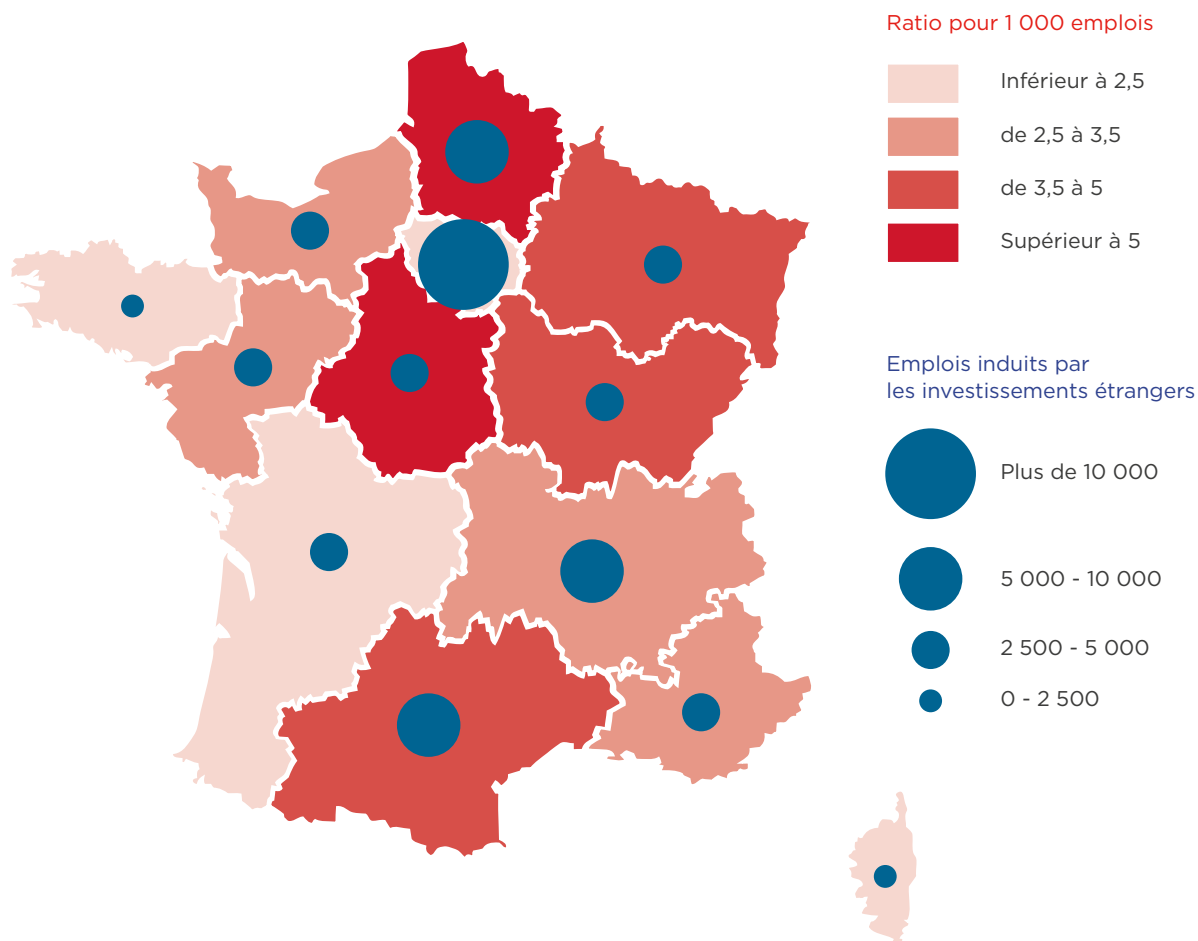
Fig 8. Indice d'attractivité des régions en fonction de leur PIB



Grille de lecture : La Normandie affiche un indice d'attractivité égal à 1,1. Cela signifie que la part de cette région dans l'accueil des projets d'investissement internationaux en 2022 est supérieure à son poids dans le PIB national en 2021.

Source : Bilan France 2022, Business France, Insee : calculs Business France

Fig 9. Répartition du nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2022



Source : Bilan France 2022, Urssaf ; calculs Business France

Les décisions d'investissement étrangères irriguent l'ensemble du territoire et non pas uniquement les principales villes françaises. En particulier, 43 % des projets sont à destination de communes de moins de 20 000 habitants, tout comme 39 % des emplois en 2022. Elles sont les premières destinataires des projets et les premières bénéficiaires des créations et maintiens d'emplois.

Répartition des projets par taille des communes

	2022		2014 - 2022	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
< 20 000	43 %	39 %	42 %	45 %
20 000 - 100 000	20 %	18 %	22 %	24 %
100 000 - 200 000	8 %	10 %	7 %	7 %
200 000 - 300 000	5 %	8 %	4 %	4 %
300 000 - 400 000	2 %	4 %	2 %	2 %
400 000 - 500 000	2 %	4 %	2 %	3 %
>500 000	20 %	18 %	22 %	15 %

Source : Bilan France 2014-2022, Business France

Les projets industriels irriguent également l'ensemble du territoire national, et sont principalement réalisés dans les communes les plus petites. 9 projets industriels sur 10 sont réalisés dans une commune de moins de 100 000 habitants et 74 % dans des communes de moins de 20 000 habitants.

De même, pour les emplois créés par les projets industriels, 71 % d'entre eux sont créés dans des communes de moins de 20 000 habitants.

Répartition des projets industriels par taille de commune

	2022		Moyenne 2014 - 2021	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
< 20 000 habitants	74 %	71 %	73 %	70 %
20 000 à 100 000 habitants	17 %	19 %	17 %	20 %
100 000 à 200 000 habitants	4 %	3 %	5 %	4 %
200 000 à 300 000 habitants	1 %	1 %	1 %	1 %
300 000 à 400 000 habitants	0,4 %	1 %	0,4 %	0,3 %
400 000 à 500 000 habitants	2 %	3 %	1 %	3 %
>500 000 habitants	3 %	2 %	2 %	1 %

Source : Bilan France 2014-2022, Business France

LES MARQUES STRUCTURENT ET FÉDÈRENT LES ÉCOSYSTÈMES SECTORIELS



Forte de son mandat d'encourager l'internationalisation de l'économie française, Business France assure la promotion de l'image économique de la France, par la mise en lumière de ses territoires, entreprises et talents.

Depuis la refonte de son architecture en 2018, la marque France – marque mère – regroupe 5 marques « filles », parmi lesquelles Choose France et Taste France, dont Business France a le mandat de déploiement à l'international. Véritable étendard de l'activité et de l'attractivité économiques de la France, la marque Choose France est alimentée par l'action de marques dites sectorielles :



French Healthcare : l'écosystème de la santé et de la healthtech française



La French Fab : l'écosystème de l'industrie française



La French Tech : l'écosystème français des startups

Par ailleurs, avec la ferme volonté de partager l'art de vivre à la française comme source d'inspiration et gage de qualité, Taste France réunit l'écosystème agricole et agro-alimentaire autour de valeurs et intérêts communs : excellence, diversité, plaisir, authenticité et innovation, sans oublier la responsabilité sociale et environnementale. En outre, Taste France, c'est également le patrimoine gastronomique français, reconnu dans le monde entier, pour son savoir-faire, l'excellence de ses talents et la richesse de ses terroirs.

4. Des secteurs d'excellence régionaux, facteurs d'attractivité

Les territoires français possèdent chacun des écosystèmes qui les distinguent et les rendent particulièrement attractifs. La taille du bassin d'emploi, la présence de talents, des infrastructures de formation, un écosystème de recherche et d'innovation en synergie avec les entreprises, un ou plusieurs pôle(s) de compétitivité, sont autant d'atouts qui permettent aux différentes régions de se démarquer à l'international et d'attirer sur leur territoire les investissements des entreprises étrangères d'un secteur donné.

Ainsi, la région Centre-Val de Loire est particulièrement attractive pour les projets du secteur de la santé, mais également pour ceux du secteur aéronautique, naval et ferroviaire. La part des projets de ces secteurs au sein de l'ensemble des projets reçus par la région depuis 2014 est plus de 60 % supérieure à celle observée au niveau national. En 2022, le Danois Leo Pharma a investi sur son site de Vernouillet pour la mise en place d'une nouvelle ligne de remplissage de seringues et l'achat d'une nouvelle ligne d'inspection. Il s'agit d'un investissement de 22,7 M€ et de la création de 45 emplois dont 30 postes en CDI.

Les régions Occitanie et Pays de la Loire sont relativement plus attractives pour les projets du secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires, grâce à leur écosystème développé dans ces domaines.

Quant aux régions historiquement très industrialisées (Hauts-de-France, Grand Est ou encore Bourgogne-Franche-Com-

té), elles attirent davantage les investissements des secteurs de la métallurgie et de l'industrie automobile. À titre d'exemple, l'entreprise autrichienne Voestalpine a investi en 2022 dans des robots nouvelle génération sur son site de Fontaine (Bourgogne-Franche-Comté) pour moderniser et renforcer sa chaîne de production, avec à la clef, la création d'une cinquantaine d'emplois sur le site.

La région Bretagne se distingue en accueillant relativement plus de projets des secteurs des énergies et du recyclage. Son climat et la longueur de sa côte sont des atouts intrinsèques pour attirer les projets éoliens, notamment off-shore. La région possède également une spécialisation dans le secteur agro-alimentaire, tout comme la région Normandie.

Les projets du secteur des composants électroniques s'orientent vers les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Sud ainsi qu'Occitanie ; depuis 2014, leur proportion de projets accueillis dans ce secteur dépasse la part nationale.

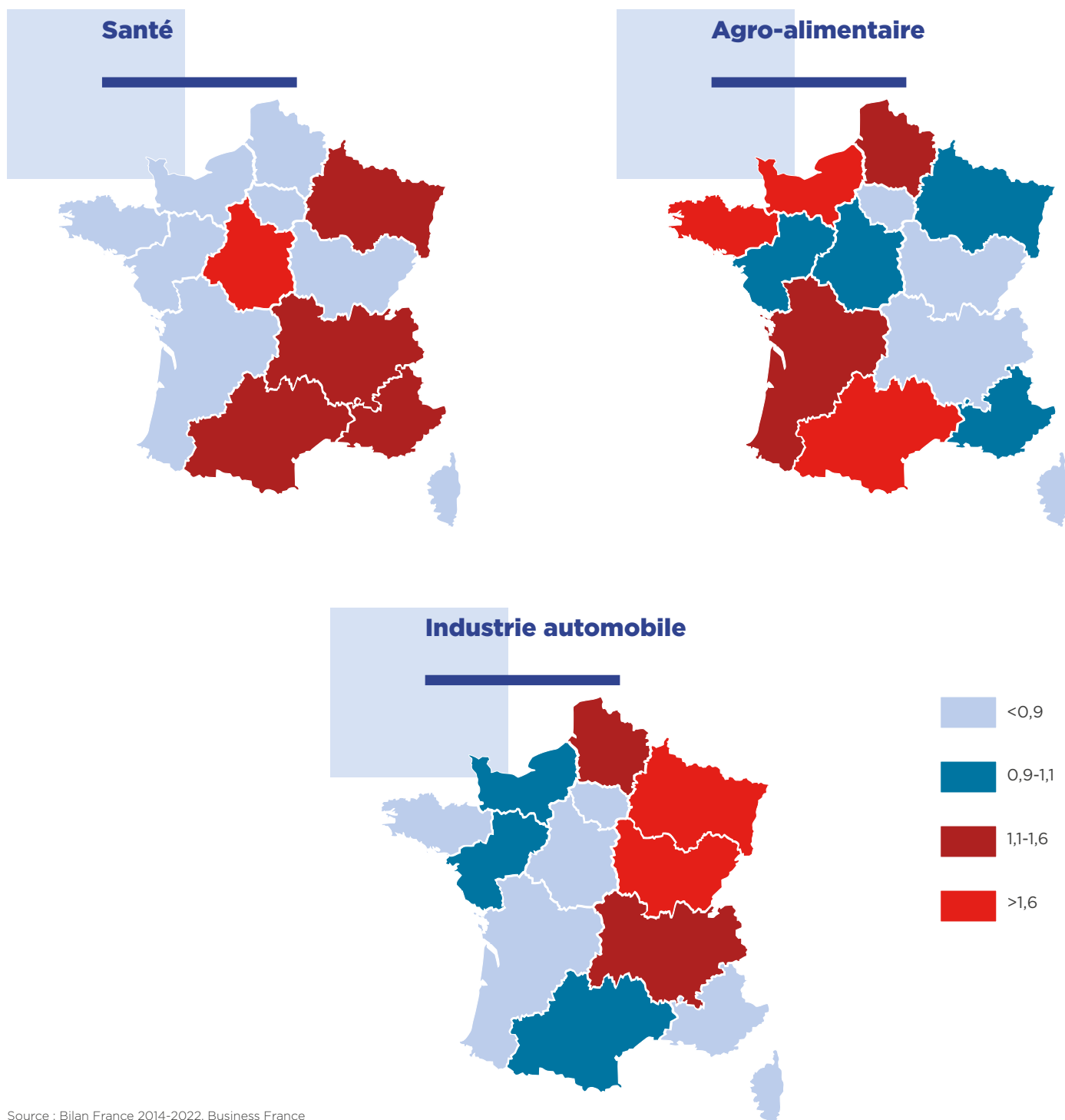
De son côté, la région Île-de-France possède une très forte spécialisation dans les secteurs des services à forte valeur ajoutée. Sa main d'œuvre qualifiée et son écosystème d'innovation performant sont autant d'arguments différenciants. Ainsi, Checkout.com la première licorne britannique a connu une croissance exceptionnelle. Avec un lancement en 2019 à Paris, la Fintech croît rapidement et emploie désormais près de 200 collaborateurs en France.

INDICE DE SPÉCIALISATION SECTORIELLE

L'indice de spécialisation sectorielle d'une région est réalisé en calculant le rapport entre la part d'un secteur dans les projets régionaux et la part de ce même secteur dans les projets nationaux. Les projets pris en compte sont ceux de la période 2014-2022. Pour un secteur et une région donnés, un indice de spécialisation supérieur à 1 signifie que ce secteur correspond

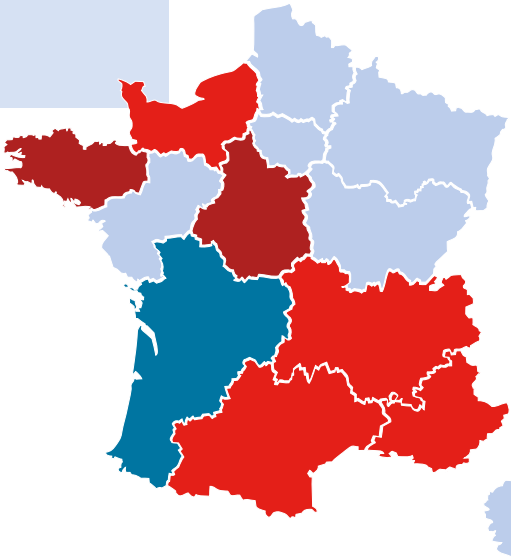
à une part plus importante des projets dans cette région qu'au niveau national. Plus cet indice est élevé, plus la spécialisation de cette région est forte. Un indice supérieur à 1,6 indique une part de ce secteur dans les investissements de la région 60 % plus élevée que cette part au niveau national, soit le signe d'une spécialisation très forte de la région concernée dans ce secteur.

Fig 10. Spécialisation sectorielle des investissements
dans les régions françaises entre 2014 et 2022

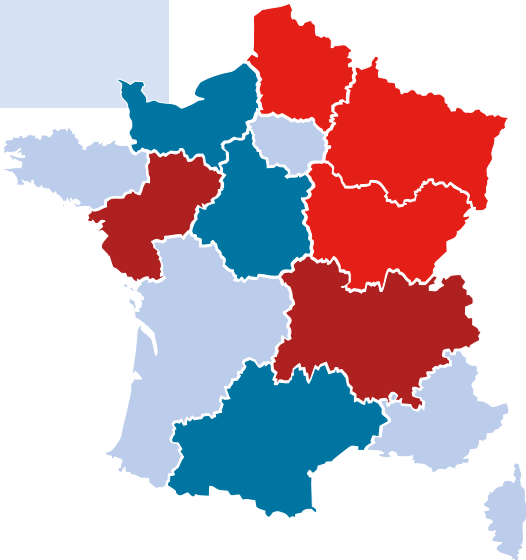


Source : Bilan France 2014-2022, Business France

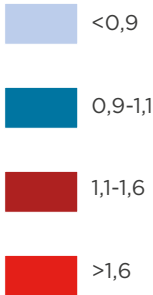
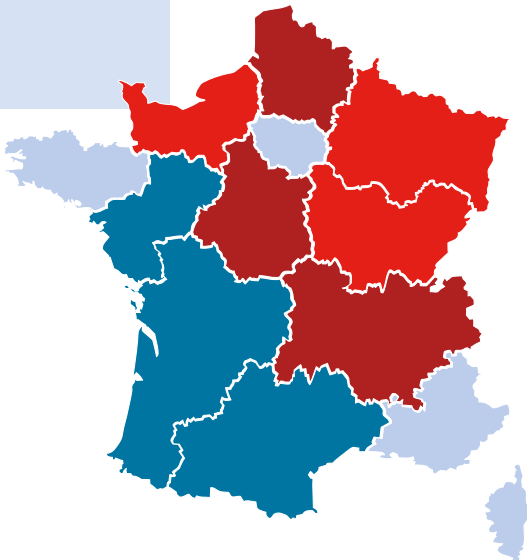
Composants électroniques



Travail des métaux

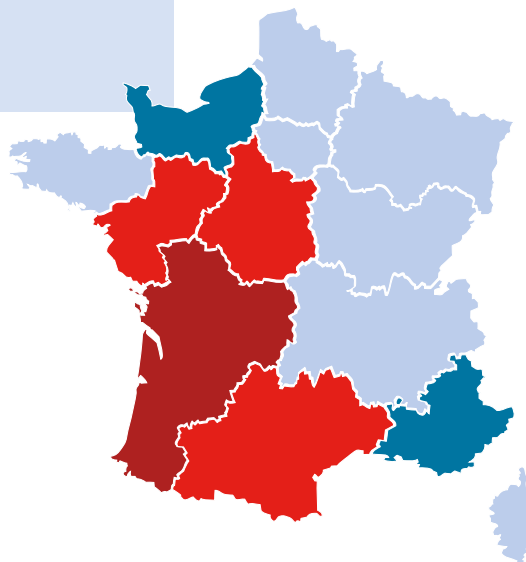


Chimie, plasturgie

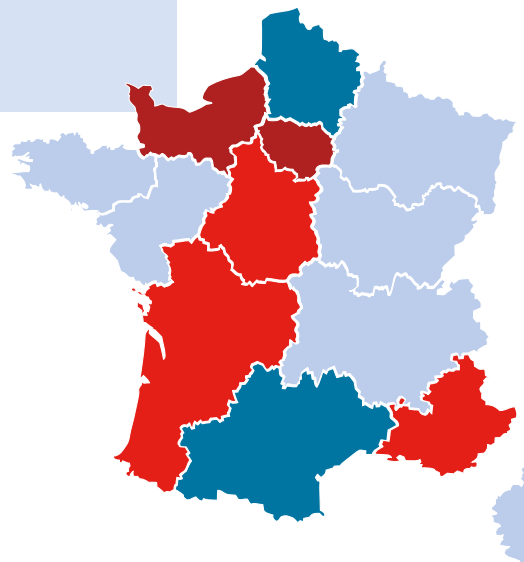


Source : Bilan France 2014-2022, Business France

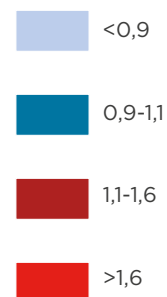
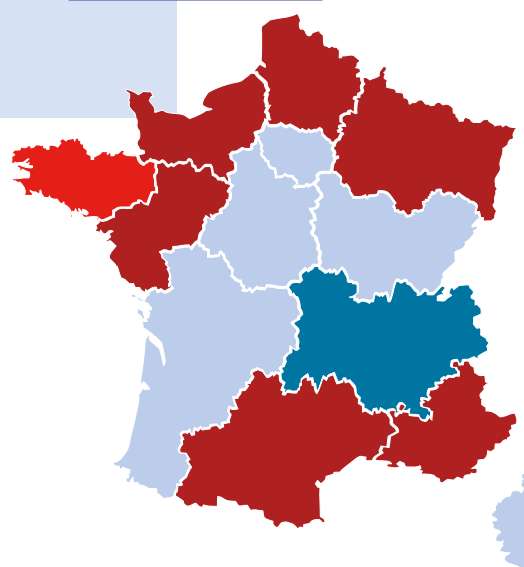
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires



Parfums et cosmétiques



Énergie et recyclage



Source : Bilan France 2014-2022, Business France





3 ATOUTS ET FACTEURS DE SUCCÈS POUR DES INVESTISSEMENTS FRUCTUEUX EN FRANCE

3 ATOUTS ET FACTEURS DE SUCCÈS POUR DES INVESTISSEMENTS FRUCTUEUX EN FRANCE

Depuis 2017, l'attractivité de la France a été renforcée grâce à un vaste programme de réformes structurelles visant à transformer l'économie, la vie des entreprises et à gagner en compétitivité.

Les investisseurs ont en particulier salué la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés, puis la trajectoire de baisse des impôts de production décidée en 2020 dans le cadre du plan de relance de l'économie française. La réforme du marché du travail avec la simplification du dialogue social en entreprise et la sécurisation des procédures de licenciement a également été perçue comme un facteur d'amélioration de l'attractivité du territoire.

Ces réformes ont permis à la France de préserver sa 1^{re} place des pays européens les plus attractifs pour l'accueil des projets d'investissement étranger.

Afin de maintenir son attractivité, la France agit sur 3 enjeux qui constituent désormais les conditions du succès d'une implantation en France :

- La connaissance et la mise à disposition d'un foncier industriel prêt à l'emploi, facteur éminemment stratégique dans un contexte de raréfaction du foncier lié à l'objectif de zéro artificialisation nette à échéance de 2050,
- La capacité d'un État à proposer des formations cohérentes en lien avec les métiers d'avenir nécessaires au développement des entreprises,
- L'accès à des financements publics et privés permettant de localiser sur le territoire davantage d'investissements ciblés notamment dans des filières stratégiques industrielles et technologiques, dans le cadre de la stratégie France 2030.

En 2023, le gouvernement français donnera un nouvel élan à sa politique industrielle en présentant un projet de loi sur l'Industrie Verte poursuivant deux objectifs : accélérer la décarbonation des industries existantes et localiser en France la production de biens nécessaires à la décarbonation.

Foncier



1. Un foncier et un accompagnement clé en main

Près d'une centaine de Sites industriels clés en main

Depuis 2020, la France a lancé le dispositif inédit Sites industriels clés en main identifiant près d'une centaine de sites disponibles dans des délais maîtrisés (9 à 10 mois) en raison de l'anticipation des procédures et des autorisations relatives à l'urbanisme, à l'archéologie préventive et à l'environnement. Ces sites s'inscrivent, par ailleurs, dans des écosystèmes compétitifs et attractifs pour les entreprises (pôles de compétitivité et clusters) et sont connectés aux grandes infrastructures (ports, aéroports, ligne de fret ferroviaire) et aux utilities (eau, énergie), indispensables à vos projets.

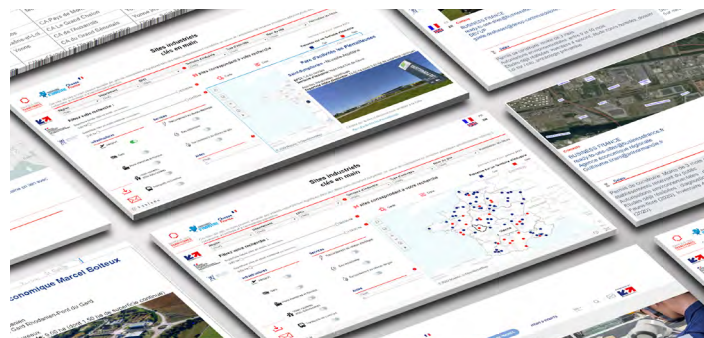
Une dataviz en ligne pour trouver le site industriel clé en main qui vous correspond

Les Sites industriels clés en main disposent désormais d'un outil numérique de datavisualisation permettant aux investisseurs de localiser les sites immédiatement disponibles pour leur projet d'implantation en France. Ce module cartographique, en accès libre, propose une information détaillée sur le foncier industriel disponible, les services associés sur site (utilities, bâtiments...) et à proximité (grands équipements, instituts de recherche...). Les filtres cumulatifs faci-

litent la recherche et suggèrent ainsi les lieux d'implantation répondant aux besoins du projet d'investissement. Depuis 2023, il est enrichi sur de nouvelles données (puissance électrique, pôles de compétitivité à proximité, taille du bassin d'emploi, etc.). Pour plus d'information connectez-vous sur [Trouver un Site industriel clé en main dans les régions françaises](#) - Invest in France

La Team France Invest

La Team France Invest (TFI) réunit l'ensemble des acteurs nationaux et territoriaux compétents sur le champ du développement économique et de l'attractivité, pour vous apporter une réponse coordonnée en matière de recherche de foncier et de bâtiment, de compétences, de partenaires industriels ou encore en matière d'aides publiques. Un guichet unique virtuel permet ainsi une gestion optimisée.



ILS ONT CHOISI L'OCCITANIE

**Pangea Aerospace**

Pangea Aerospace crée une antenne à Toulouse. Celle-ci développera le système de propulsion “unique au monde” pour micro-lanceurs spatiaux développé par Pangea. La start-up espagnole a choisi Toulouse et la région Occitanie pour se rapprocher de l'écosystème spatial régional. Détecté par les équipes de Business France en Espagne, le projet de Pangea a été accompagné par les équipes de Business France, d'AD'OCC et d'Invest-in-Toulouse. Les trois agences se sont coordonnées pour favoriser les mises en relations, créer la structure Pangea Aerospace France puis faciliter l'intégration de la société dans l'écosystème local.

Cette immersion immédiate a permis de lancer très rapidement les activités de Recherche et Développement sur le territoire tout en poursuivant les recrutements. Cela a aussi renforcé et consolidé le développement de Pangea Aerospace en Occitanie, aux niveaux national et européen.

« Nous nous sentons déjà un membre [...] de l'écosystème spatial toulousain et régional » souligne Xavier Llaíró, Directeur Commercial de Pangea Aerospace.

ILS ONT CHOISI L'Auvergne-Rhône-Alpes



Stäubli

Stäubli est une ETI familiale dans le domaine de la mécatronique dont les origines remontent à l'année 1892. Avec 5 700 collaborateurs, le groupe livre ses solutions au monde entier dans les domaines des connecteurs électriques, connecteurs fluides, robotique et textile.

Implantée en France depuis 1909, son usine de Faverges en Haute-Savoie regroupe les activités connecteurs pour fluide, robotique et textile. Avec 1 700 salariés, ce site a

fait l'objet d'un grand programme d'investissement ces dernières années. Poursuivre son développement en France était une priorité. Pour preuve, le groupe prévoit un plan d'investissement ambitieux dans les trois activités en 2023 de 60 M€ dans le but de rendre le site encore plus performant et offrir des solutions de pointe aux clients. Pour accompagner cette croissance, 200 salariés ont été intégrés en 2022, le site poursuit sur cette dynamique avec 200 nouveaux recrutements prévus en 2023.

« La dynamique industrielle de la région Auvergne-Rhône-Alpes en pleine effervescence est un bénéfice indéniable en termes de bassin d'emploi et de proximité avec les nombreux partenaires qui participent à la croissance. La France, qui encourage les innovations industrielles, possède un nouvel avantage en Europe avec une baisse intéressante de la fiscalité des entreprises : impôt sur les sociétés, Crédit Impôt Recherche, taxes foncières... » précise Jean-Marc DALMASSO, Directeur Général, Staubli Faverges.

ILS ONT CHOISI LA NORMANDIE



Eastman

Eastman utilisera sa technologie éprouvée de renouvellement du polyester (PRT) pour son installation de recyclage moléculaire prévue à Haropa, le premier port de France, à Port-Jérôme-sur-Seine (Normandie) pour recycler les déchets plastiques difficiles à recycler qui restent aujourd'hui dans une économie linéaire. La technologie de recyclage de l'entreprise permet à ces déchets difficiles à recycler d'être décomposés en blocs de construction moléculaires, puis réassemblés pour devenir comme un nouveau matériau, sans aucun compromis sur la qualité et les performances.

Le PRT d'Eastman permet de réaliser la valeur potentiellement infinie des matériaux, en les maintenant en production, cycle de vie après cycle de vie. Grâce au rendement très efficace de la technologie et aux sources d'énergie renouvelables disponibles sur le site en Normandie, Eastman pourra transformer les déchets plastiques en de nouveaux polyesters pour les applications d'emballage alimentaire, avec des émissions de gaz à effet de serre plus faibles que les méthodes traditionnelles. L'installation devrait être en ligne en 2026 et recyclera jusqu'à 200 000 tonnes de déchets plastiques chaque année, qui sont actuellement incinérés, enfouis ou rejetés dans l'environnement.



« Eastman est un chef de file du recyclage moléculaire, avec des décennies d'expertise en matière d'innovation », a déclaré Mark Costa, Président du conseil d'administration et Directeur-Général. « Nous sommes très heureux de nous associer à la Normandie pour cette installation prévue de recyclage moléculaire et ravis d'apporter nos solutions circulaires à la région. »

ILS ONT CHOISI LA NOUVELLE-AQUITAINE



IMET Alloys

IMET Alloys, dont le siège social est basé en Ecosse, investit 15 M€ dans un projet - unique en Europe - de recyclage et valorisation du titane et des superalliages pour l'industrie aéronautique. Sur l'ancien site de Borgwarner en Corrèze (19), fermé en 2020, l'entreprise a déjà implanté plusieurs lignes de traitement et recruté une quinzaine de personnes.

IMET Alloys vise cinquante emplois dans cinq ans, pour lancer une nouvelle phase de développement avec l'implantation d'un centre de recherche et développement. Imet Alloys a été séduit par l'excellent état du site industriel, la qualification de la main d'œuvre, les croisements autoroutiers A20/A89 et la qualité environnementale de la Corrèze.

« Le projet d'Imet Alloys, basé à Eyrein près de Tulle, démontre la capacité des territoires industriels à se réinventer en permanence. Ainsi, ce projet s'implante sur l'ancien site Borgwarner, équipementier automobile, et lui donne un nouvel avenir autour du défi de l'économie circulaire, avec le recyclage du titane et des superalliages pour l'industrie aéronautique. Il traduit l'engagement de la Région Nouvelle-Aquitaine, de son agence ADI et de ses territoires » déclare Business France.

Talents



2. Un vivier reconnu de talents

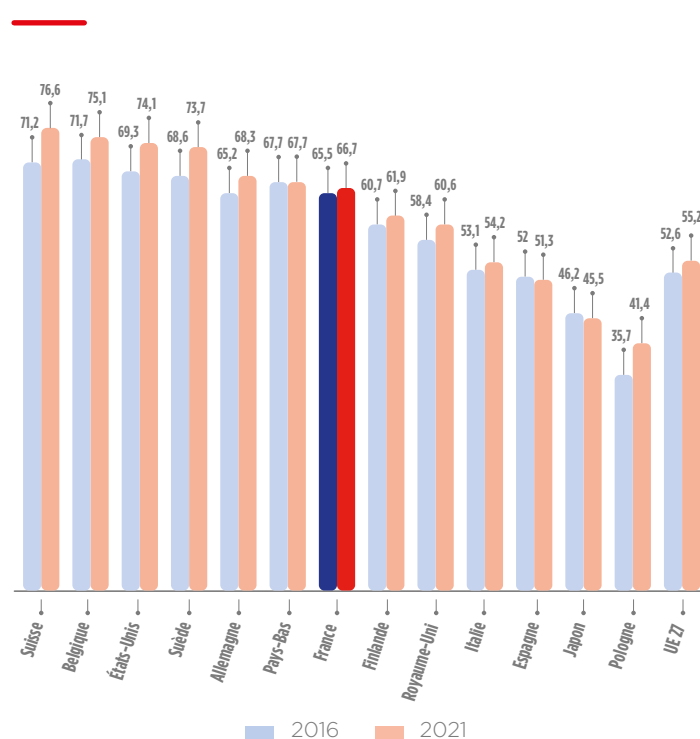
Faire le choix de la France pour s'implanter, c'est accéder à un large vivier de compétences, qualifié en nombre, et formé aux métiers d'avenir.

La France est reconnue pour la qualité de sa main d'œuvre, notamment en sciences et techniques, avec plus d'1,2 million d'ingénieurs diplômés (enquête IESF 2021). Le marché de l'emploi en France offre aussi des compétences qualifiées en nombre avec 50 % des 25-34 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 35 % en Allemagne et 28 % en Italie (Eurostat 2022). Depuis 2017, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage dans le secteur privé a par ailleurs été multiplié par 2,8 (DARES, 2022). L'augmentation du nombre de contrats en 2022 concerne tous les niveaux de diplôme (du CAP au Bac+5), qui sont autant de compétences directement disponibles pour les entreprises, puisque deux jeunes sur trois sont en situation d'emploi six mois après leur apprentissage.

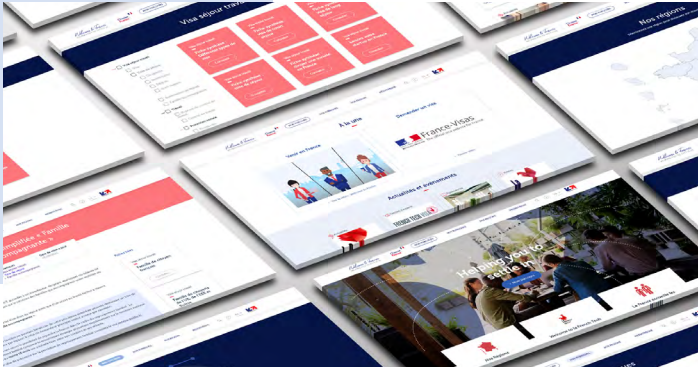
Sa main d'œuvre très qualifiée permet à la France de disposer d'une des productivités les plus fortes au monde.

Fig 11. Productivité horaire du travail* (2021)

En US\$ à PPA 2015



* PIB par heure travaillée
Source : OCDE, 2022



Faciliter la venue des talents internationaux

Face à la transformation des modes de travail et aux tensions qui pèsent sur le marché de l'emploi, détecter, attirer et fidéliser les talents n'a jamais été aussi stratégique pour les entreprises. Renforcer l'attractivité de la France auprès des talents internationaux est également essentiel pour permettre aux entreprises localisées en France de recruter les compétences dont elles ont besoin.

En France, les conditions d'accueil réservées aux talents internationaux sont particulièrement favorables avec une palette d'outils mis à la disposition des entreprises pour recruter les collaborateurs dont elles ont besoin :

- Un régime fiscal pour les impatriés parmi les plus attractifs en Europe (possibilité d'exonérer une partie de la rémunération sur une durée de huit années),

- Des titres de séjours pluriannuels (Passeport Talent) donnant un accès direct au marché du travail pour le(a) conjoint(e), et
- Des procédures accélérées dans la Tech avec le French Tech Visa.

Faire face aux tensions de recrutement que connaissent certains secteurs de l'économie

Le Gouvernement a lancé un plan de « réduction des tensions de recrutement » en octobre 2021, doté d'1,4 Md€. La 2^{de} phase du plan lancée à l'automne 2022 privilégie une approche spécifique à chaque secteur, au plus proche des entreprises concernées dans les bassins d'emploi. Les prestations d'aide individualisée aux entreprises pour améliorer leurs processus de recrutement et de gestion des ressources humaines sont multipliées, des viviers de demandeurs d'emploi immédiatement disponibles sont constitués par catégorie de métiers en tension.

Les résultats sont là : depuis le début de l'année 2022, Pôle emploi a pourvu 2,29 millions d'offres d'emploi, soit +6,1 % par rapport à la même période de 2019. Les résultats s'observent également dans la baisse du chômage de longue durée : le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a baissé de 280 000 depuis le lancement du plan (-19 %) et le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée de 146 000 (-19 %). Il est au plus bas depuis 2013.

WELCOME TO FRANCE

Business France gère le site welcometofrance.com et vous accompagne pour l'installation de vos collaborateurs en France en vous renseignant sur l'entrée et le séjour en France, le travail en France, la protection sociale, la fiscalité personnelle et la vie quotidienne notamment la localisation des enseignements internationaux sur le territoire. Une équipe dédiée au sein de Business France et un réseau de référents en région sont mobilisés pour appuyer les entreprises dans leurs recrutements internationaux.

ILS ONT CHOISI L'ÎLE-DE-FRANCE



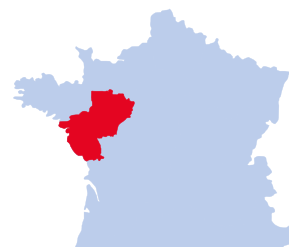
Intel

En mars 2022, Intel a annoncé son intention de bâtir son nouveau hub européen de R&D, créant 1 000 emplois high-tech principalement sur le Plateau de Saclay dans les 10 prochaines années. La France deviendra le siège européen d'Intel en matière de R&D dans le calcul haute performance (HPC) et l'intelligence artificielle. L'innovation dans ces disciplines bénéficiera à un large éventail de filières, notamment l'automobile, l'agriculture, le climat, le développement de nouveaux médicaments, l'énergie, la génomique,

les sciences de la vie et la sécurité – améliorant considérablement la vie de chaque Européen. Par ailleurs, Intel envisage d'établir son principal centre européen de conception en France pour son activité de fonderie, qui proposera des services de conception et des garanties de conception aux partenaires industriels et aux clients français, européens et mondiaux.

« Les compétences en mathématiques ou en physique de l'université Paris-Saclay, la présence de grandes entreprises et de grands organismes comme le centre CEA (Commissariat à l'énergie atomique) ont été des éléments déterminants pour l'implantation d'Intel à Saclay », assure le président d'Intel France.

ILS ONT CHOISI LES PAYS DE LA LOIRE



Leadec

Leadec SAS est une entreprise du groupe Leadec dont le siège social est situé à Stuttgart en Allemagne. Spécialiste mondial des services techniques pour l'usine, Leadec combine l'expertise, la capacité de réseau et les performances d'un acteur mondial avec l'accompagnement individualisé d'un partenaire régional. Ses ambitions en France sont importantes. Pour booster son développement en France, le groupe a fait le choix d'implanter un nouveau centre régional ouest à Angers.

Une première mission sera le traitement et le recyclage des emballages industriels pour un fournisseur du secteur des solutions de transport. Ce projet d'exception à dimension RSE va contribuer à la création de 40 nouveaux emplois dès la première année. Cette première phase sera suivie d'une deuxième avec l'embauche de 30 autres personnes.



« La France étant la deuxième économie dans l'Union européenne, il a paru évident que Leadec devait s'implanter en France. Leadec est actuellement en train de créer sa direction régionale Leadec Ouest, basée à Angers. Des recrutements sont en cours. Leadec compte sur la diversification de l'économie française et cible entre autres l'industrie aéronautique, alimentaire et pharmaceutique. Avec son orientation technique, Leadec souhaite contribuer à renforcer la compétitivité des entreprises en apportant son expertise industrielle. Les investisseurs étrangers sont très bien accompagnés en France et nous pouvons nous appuyer sur des acteurs comme Business France et leurs partenaires en région, Solutions&Co et Aldev » indique Ulrich Haas, Directeur Général, Leadec SAS.

ILS ONT CHOISI LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Solvay

Le groupe belge Solvay a décidé d'investir 330 M€ sur son site de Tavaux (Jura) pour des matériaux stratégiques qui serviront à la fabrication de batteries électriques. Solvay ambitionne de devenir le premier site de polyfluorure de

vinylidène (PVDF) en Europe. Pour atteindre l'objectif de production de 35 kilotonnes d'ici la fin 2023, le groupe prévoit le recrutement de 120 salariés. Ce projet représente l'assurance de 10 à 20 ans de croissance pour le site.

« Inaugurée en 1930, l'usine Solvay de Tavaux est l'un des plus gros sites de production du Groupe, avec une forte R&D locale. L'intégration de tous les produits intermédiaires sur le site de Tavaux est un élément non négligeable dans le choix de la localisation de l'investissement qui permettra de doubler la capacité de production du PVDF, élément essentiel des batteries électriques automobiles.

La qualité de la main d'œuvre présente dans le Jura, ainsi que l'accompagnement de la Région Bourgogne-Franche-Comté et de l'AER BFC ont également joué un rôle. Solvay Tavaux profitera de ce projet pour introduire les technologies les plus innovantes, en termes de réduction des impacts environnementaux » précise Monsieur Jean-Louis LORAND, directeur du site Solvay de Tavaux.

France 2030



3. France 2030, une stratégie d'avenir pour accompagner la transformation de l'économie

L'attractivité de la France repose sur sa capacité à se transformer et à répondre de manière compétitive aux défis écologiques qui se posent.

Le plan France 2030, lancé le 12 octobre 2021 par le président de la République, propose des choix d'investissement majeurs en créant de nouvelles filières industrielles et technologiques pour accompagner les transitions écologique et numérique. Inédit par son ampleur avec une dotation de 54 Md€, France 2030 soutient tout le cycle de vie de l'innovation jusqu'à son industrialisation.

Ce plan constitue une opportunité pour les investisseurs étrangers de participer à cette nouvelle ambition industrielle.

Le plan s'organise autour de deux objectifs transversaux consistant à consacrer 50 % de ses dépenses à la décarbonation de l'économie, et 50 % à des acteurs émergents, porteurs d'innovation sans dépenses défavorables à l'environnement (au sens du principe Do No Significant Harm).

La transition écologique est une priorité du plan France 2030 : parmi les 10 objectifs stratégiques retenus en concertation avec les entreprises, les acteurs économiques, académiques, locaux et européens, 6 visent la réduction de l'impact de la production française sur l'environnement.

Plus de 8 Md€ seront ainsi investis dans le développement d'une France décarbonée et résiliente via :

- La décarbonation de l'industrie avec un objectif de -35 % d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, par rapport à 2015 ;
- Le renforcement des innovations sur l'hydrogène décarboné, avec au moins 2 gigafactories d'électrolyse construites d'ici 2030,
- La construction de réacteurs nucléaires de petite taille, pour une meilleure gestion des déchets.

4 Md€ seront injectés, par ailleurs, dans le développement des « transports du futur » avec notamment la production de 2 millions de véhicules électriques et hybrides et du premier avion bas-carbone.

Pour développer une alimentation saine, durable et traçable, 2 Md€ sont budgétisés dans ce plan.

Pour sa mise en œuvre, chaque objectif donne lieu à des actions concrètes déclinées à travers des appels à manifes-

tation d'intérêt (AMI) ou des appels à projets (AAP), avec l'appui de différents opérateurs publics. Les porteurs de projets sont invités à déposer leur dossier via des procédures ouvertes pour candidater au bénéfice de l'accompagnement de l'État sous forme de subventions.

11 Md€ ont déjà été investis dans plus de 1 700 projets innovants sur tout le territoire. Les listes de lauréats peuvent être consultées en ligne.

PLAN FRANCE 2030

10 objectifs pour répondre aux grands défis de notre temps

MIEUX PRODUIRE

- Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires (SMR) d'ici 2035, et soutenir l'innovation de rupture dans la filière
- Devenir le leader de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables en 2030
- Décarboner notre industrie afin de respecter l'engagement de baisser, entre 2015 et 2030, 35 % de nos émissions de gaz à effet de serre dans ce secteur.
- Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides
- Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas-carbone.

MIEUX VIVRE

- Investir dans une alimentation saine, durable et traçable, afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire sur laquelle la France est un pays leader
- Produire en France au minimum 20 biomédicaments, en particulier contre les cancers, les maladies chroniques, dont celles liées à l'âge et créer les dispositifs médicaux de demain
- Placer la France en tête de la production des contenus culturels et créatifs.

MIEUX COMPRENDRE

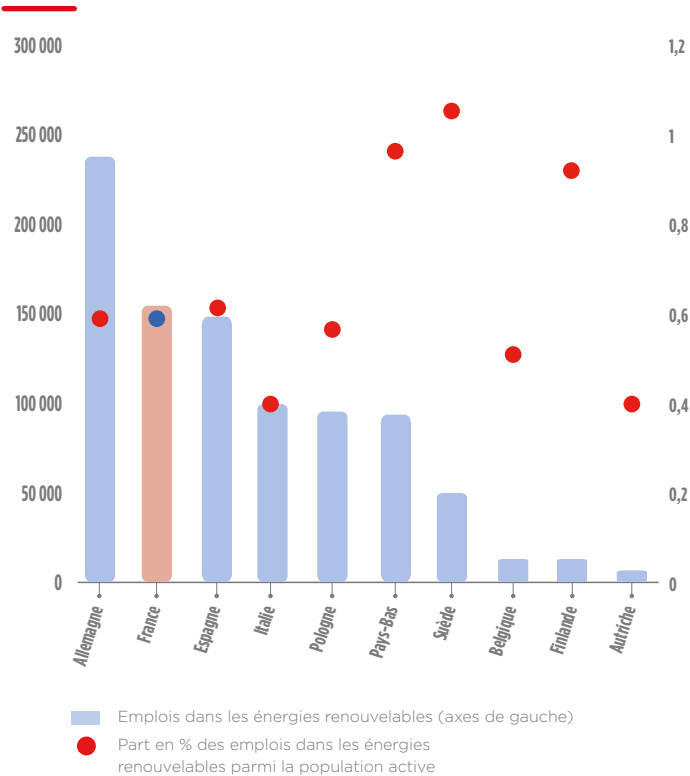
- Prendre toute notre part dans l'aventure spatiale
- Investir dans le champ des grands fonds marins.

France Nation Verte

La croissance verte, pendant de la décarbonation, constitue un levier de développement économique, porteur d'opportunités pour les entreprises et pourvoyeuse d'emplois, notamment dans les énergies renouvelables. Les pays les plus avancés dans ces secteurs d'avenir attirent les investisseurs internationaux soucieux de se positionner dans ces domaines.

Le développement de technologies vertes est un des enjeux déterminants pour allier croissance et transition énergétique, à l'image des énergies renouvelables.

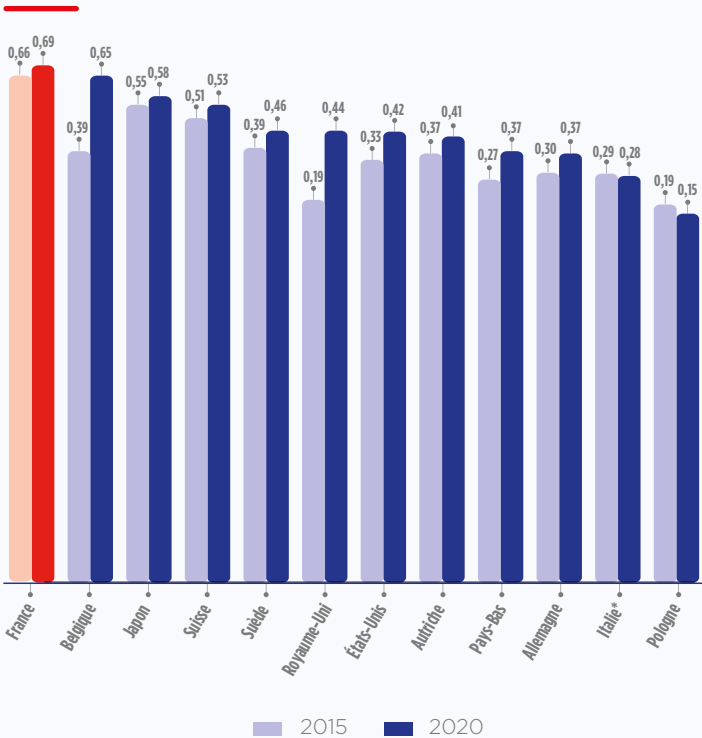
Fig 12. Emplois dans les énergies renouvelables en 2020



Source : EurObserv'ER État des énergies renouvelables en Europe, édition 2021

Fig 13. Budgets de R&D en technologies énergétiques

En % du PIB



* données 2019
Source : Agence internationale de l'énergie, 2021

COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR

Anticiper et contribuer à répondre aux besoins en emplois et en compétences de demain grâce au plan France 2030

Accélérer la conception, la mise en œuvre et la communication autour des formations préparant aux métiers d'avenir est un défi majeur : dans le cadre du plan France 2030, ce sont plus de 450 000 personnes qui seront formées par an d'ici 2030, grâce aux projets soutenus via l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » doté de 2,5 Md€.

Il y a d'ores et déjà, 136 projets lauréats pour les deux premières relèves de l'appel à manifestation d'intérêt lancé il y a moins d'un an. Ces projets ont été soutenus par le dispositif à hauteur de près de 480 M€.

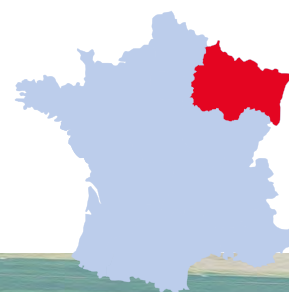
Les projets soutenus par cet AMI permettent :

- De diagnostiquer les besoins en compétences pour mieux orienter les choix de développement de nouvelles formations, ou adapter les formations existantes.
- De mettre en œuvre des dispositifs de formation à des métiers d'avenir, portés par des consortia associant des organismes de formation ou d'accompagnement, des employeurs ou leurs représentants (entreprises, fédérations professionnelles...), des donneurs d'ordre publics dans l'achat de formation continue, des recruteurs (conseils régionaux, Pôle emploi...).
- De repenser les dispositifs d'information et d'attractivité des métiers concernés dans le cadre des projets retenus.

Deux illustrations parmi les lauréats pour soutenir la montée en compétence dans la filière d'avenir des batteries électriques (source dossier de presse 18 novembre 2022) :

- Projet de formation Fodublive porté par le groupe Envision en Île-de-France et dans les Hauts-de-France : 7 M€ de subventions pour un coût total de 29 M€.
- Projet de formation EDLB porté par le groupe Verkor en Auvergne-Rhône-Alpes : 13 M€ de subventions pour un coût total de 19 M€.

ILS ONT CHOISI LE GRAND EST



John Cockerill

John Cockerill a choisi le site d'Aspach-Michelbach pour y installer sa production d'éléments essentiels à la fabrication d'électrolyseurs qui produiront de l'hydrogène décarboné en Europe et au plus près des besoins des industries. L'usine d'Aspach sera la première « gigafactory » européenne entièrement consacrée à l'hydrogène bas-carbone, avec une capacité annuelle de production d'électrolyseurs pouvant atteindre 1 GW. John Cockerill proposera une offre diversifiée pour répondre à la demande d'hydrogène décarboné, que ce soit pour des usages industriels ou pour

des applications liées à la mobilité. Le projet aura un impact positif sur l'emploi, avec environ 350 emplois directs créés, et potentiellement un millier d'emplois indirects liés à l'écosystème de cette nouvelle filière. John Cockerill prévoit également de s'associer à l'Institut de Recherche Technologique (IRT) de Metz pour créer un centre de R&D dédié à l'hydrogène. Ce centre permettra aux acteurs locaux de la filière de mutualiser leurs compétences et de développer des projets. La gigafactory démarrera fin 2023 et se déploiera progressivement avec un premier objectif de 300 MW à l'horizon 2024.

« La France a fait de l'hydrogène un sujet central pour décarboner son économie. Notre projet de gigafactory fait écho à cette volonté politique et renforce notre ancrage en Alsace, au cœur de l'Europe. C'est une des régions françaises au sein de laquelle nous évoluons depuis de nombreuses années. John Cockerill a investi massivement en recherche et développement (R&D) en Europe afin de développer une technologie 100 % européenne adaptée aux besoins de ses partenaires industriels locaux. En tant qu'acteur majeur de l'énergie depuis notre fondation en 1817, nous sommes fiers d'accompagner la transition énergétique de l'industrie et des transports » affirme Monsieur Raphael Tilot, Président de John Cockerill Hydrogen.

ILS ONT CHOISI LE CENTRE-VAL DE LOIRE



John Deere

Dans le cadre de la transition écologique, le groupe John Deere s'est orienté vers la recherche et la production de motorisations alternatives. Le groupe a souhaité investir dans une nouvelle usine pour la fabrication de modules et packs de batteries ainsi que de chargeurs. Plusieurs sites de la division moteurs du groupe dans le monde étaient en concurrence pour accueillir ce projet.

Le projet comprend des investissements de modernisation de l'immobilier, de lignes d'assemblage de modules de batteries, de systèmes d'automatisation, de bancs de tests et

de moyens de production de stations de recharge. Un volet d'investissement R&D vient compléter le projet pour un total de 46 M€ avec une prévision de créations de 140 emplois sur les 5 prochaines années.

La mobilisation croisée de l'Etat et de la région a permis l'obtention de financement dans le cadre de France 2030. Cette aide a favorisé la sélection du site de Saran par le groupe John Deere. La réalisation du projet s'appuiera également sur l'écosystème recherche régional et sur la mobilisation des outils formation et recrutement du conseil régional.



John Deere SAS est la filiale française du groupe John Deere, leader mondial des équipements et matériels agricoles et de construction et d'entretien d'espaces verts. L'entreprise emploie 1 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,577 Md€ en 2021.

Le site de Saran en Centre-Val de Loire accueille le siège de John Deere France, la seule usine européenne de production de moteurs de la division John Deere Power Systems où travaillent environ 700 personnes et le centre de Recherche & Développement « European Engine Engineering » (120 personnes), seul centre de R&D moteurs de John Deere situé hors des États-Unis.

ILS ONT CHOISI LA RÉGION SUD



EUROPACKAGING

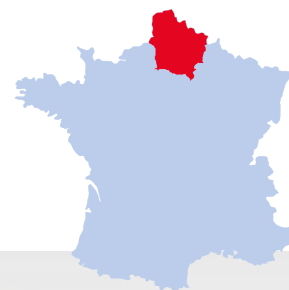
Le leader européen de l'emballage, Euro Packaging Group (siège social à Birmingham, Royaume-Uni), a décidé d'implanter une unité de transformation d'emballages en papier à Port-Saint-Louis-du-Rhône, au cœur de la métropole Aix-Marseille-Provence (Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur). La nouvelle unité mobilisera près de 47 M€ d'investissements et créera plus de 200 emplois directs d'ici cinq ans.

Cet investissement s'inscrit dans un contexte de forte croissance du marché des produits papetiers, du fait notamment

de la réglementation contre les emballages plastiques à usage unique, de l'essor de la vente à emporter, du e-commerce et du mouvement « Made in France » pour les besoins de la grande distribution et des géants du e-commerce. Il est prévu que cette unité de transformation d'emballages en papier puisse fournir une capacité de production correspondant à plus de 20 % des besoins de la région Sud d'ici cinq ans. Il contribuera ainsi aux ambitions de souveraineté économique et de réindustrialisation portées par l'État, la région et la métropole. Ce nouvel investissement générera également un nouveau trafic maritime significatif de matières premières pour le Port de Marseille-Fos. D'un point de vue environnemental, l'usine sera exemplaire en Europe, avec une forte dimension d'économie circulaire.

« Ayant opéré en France pendant 20 ans, le Groupe a identifié que pour répondre à la croissance de la demande de sacs en papier en Europe, il était essentiel que l'expansion soit basée sur un site de fabrication de pointe en Europe. Plusieurs possibilités dans l'Union Européenne ont été envisagées, mais la localisation, le réseau de transport et le soutien offerts par la France étaient supérieurs à toute autre option. La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur a été choisie en raison de sa situation géographique et il a été estimé que les agences locales qui soutiendraient l'investissement ont fait preuve d'une passion et d'un esprit d'entreprise importants pour aider à établir EP Group France dans cette région. » souligne Ibrahim Majid, Directeur Général de Europackaging.

ILS ONT CHOISI LES HAUTS-DE-FRANCE



N+P SUBCOAL®



N+P

Le groupe néerlandais N+P, pionnier dans la transformation de déchets non recyclables en carburants alternatifs ou matières premières alternatives, a trouvé en Région Hauts-de-France le territoire idéal et le site optimal, la plateforme industrielle d'Isbergues, pour implanter sa toute première usine française de Subcoal®. Ce produit disruptif est capable de remplacer les combustibles fossiles dans les industries traditionnelles telles que les cimenteries, les aciéries, les fours à chaux et les centrales électriques.

Le site de production Subcoal® Hauts-de-France détournera chaque année 350 000 tonnes de déchets combus-

tibles des centres d'enfouissement (dont 150 000 tonnes locales), pour les convertir en combustible inerte et stable, évitant ainsi des mises en décharges polluantes et non soutenables.

Plusieurs facteurs ont attiré l'attention du groupe N+P dans les Hauts-de-France : la disponibilité des intrants, la concentration d'industries traditionnelles représentant un marché à haut potentiel, la culture industrielle de la population active, la philosophie de développement basée sur l'économie circulaire, moteur du groupe et du territoire ; la position géographique stratégique au centre des marchés parisiens, britanniques et du Benelux, ainsi que les infrastructures de transport et en particulier la multimodalité (route, rail, maritime et fluvial).

« L'usine d'Isbergues sera une première en France, bâtie sur les enseignements tirés de nos implantations aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Le nouveau site contribuera à l'économie circulaire dans les Hauts-de-France en convertissant les déchets locaux non recyclables en nouvelles ressources pour les clients régionaux et offrira un important potentiel d'économie de CO₂ pour le marché français. Nord France Invest et la CABBALR nous ont été très utiles pour nous aider à trouver un emplacement approprié pour notre projet, nous présenter aux autorités locales et régionales, ainsi qu'à de nombreux autres acteurs potentiels, tels que les consultants et des entreprises de construction » affirme Paul Oostelbos, Senior Project Manager et Lars Jenissen, Directeur du développement de N+P Group.

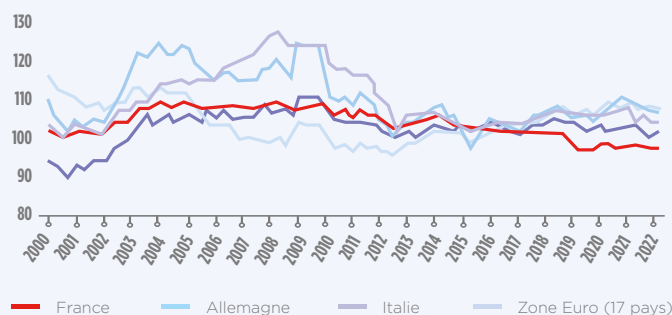
LES RÉFORMES PHARES DEPUIS 2017 POUR FAVORISER LA CROISSANCE, LA RELANCE ET L'EMPLOI EN FRANCE

La stratégie nationale de réformes pro-business engagées depuis 2017, s'est articulée autour de quatre grands axes de transformation : une baisse de la fiscalité des entreprises, la transformation du modèle social, la simplification administrative pour les implantations industrielles et l'accélération de la transition écologique. Cette stratégie a permis à la France d'afficher de bonnes perspectives de croissance en 2021 et 2022 et de gagner en compétitivité.

Ainsi, la compétitivité-coût de la France, mesurée comme l'évolution relative des CSU en France par rapport aux autres pays concurrents, s'est améliorée vis-à-vis du reste de la zone euro depuis fin 2013 (-7 % en France contre -0,3 % dans la zone euro jusqu'à fin 2021), favorisée notamment par les mesures d'allègement du coût du travail introduites à partir de 2013.

Fig 14. Évolution favorable de la compétitivité-coût

Indice base 100 = 2015



Source : OCDE

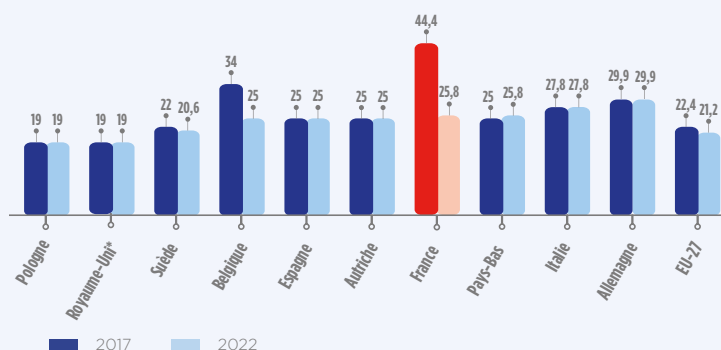
Note : une augmentation indique une dégradation de la compétitivité-coût

Un NOUVEL ENVIRONNEMENT FISCAL, AVEC :

- La réduction progressive de l'impôt sur les sociétés passé de 33 % à 25 % entre 2017 et 2022
- Un allègement massif et pérenne des impôts de production de 10 Md€ par an depuis 2021, en complément interviendra en 2023 et 2024 la suppression définitive de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises : soit 4,1 Md€ dès 2023, les entreprises de l'industrie en seront les premières bénéficiaires avec plus de 25 % du gain total
- Une baisse de la fiscalité du capital : mise en œuvre en 2018 d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % sur les revenus du capital

Fig 15. Taux maximum légaux de l'impôt sur les sociétés, surtaxes exceptionnelles incluses

En %



* données 2020

Source : European Commission, DG Taxation and Customs Union, Taxes in Europe database; IBFD.

LA TRANSFORMATION DU MODÈLE SOCIAL, AVEC :

- La simplification et une prévisibilité accrue des procédures de licenciement (barème d'indemnités en cas de licenciement abusif, réduction à un an du délai de contestation du licenciement)
- La création d'une instance unique de dialogue social
- La primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche pour davantage de flexibilité organisationnelle
- La mise en place de la plateforme Data Emploi, permettant de visualiser les caractéristiques des bassins d'emplois par territoire
- La réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage
- La transformation de l'assurance chômage

L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE :

- Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire : loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) de 2020
- Lutter contre le dérèglement climatique et renforcer la résilience face à ses effets : loi Climat et Résilience de 2021
- La France s'est posé l'objectif d'ici à 2050, de multiplier par dix la production d'énergie solaire pour dépasser les 100 gigawatts (GW), de déployer 50 parcs éoliens en mer pour atteindre 40 GW et de doubler la production d'éoliennes terrestres pour arriver à 40 GW. Pour se donner les moyens de ces objectifs, la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables est venue poser un cadre propice : simplification des procédures, planification des projets, mobilisation de foncier disponible pour le solaire et l'éolien, meilleure partage de la valeur générée par la production d'énergies renouvelables
- Pour une industrie plus verte et décarbonée : élaboration en cours d'un projet de loi sur l'industrie verte : faire de la France un pays leader de l'industrie verte et des technologies qui permettent la décarbonation, et accompagner l'industrie, qui représente aujourd'hui 19 % des émissions de gaz à effet de serre en France, dans la décarbonation.

LA FACILITATION DES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES :

- Près d'une centaine de Sites industriels clés en main pour accélérer et simplifier les implantations industrielles
- Rehaussement des seuils de saisine de la Commission Nationale du Débat Public pour les équipements industriels
- Possibilité d'une décision spéciale permettant par exception d'anticiper des travaux soumis à permis de construire
- Possibilité pour le préfet de réaliser la consultation du public sous forme de participation du public par voie électronique (PPVE), lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale, permettant de réduire les délais

Critères de comptabilisation des investissements physiques créateurs d'emploi

Pays de contrôle d'une entreprise

Conformément aux préconisations européennes, l'Insee considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Pour certains groupes, lorsqu'on dispose d'informations objectives complémentaires, cette unité peut être différente de la tête de groupe, ou maison mère. Dans cette définition, le pays attribué à un groupe est indépendant de la nationalité des principaux actionnaires du groupe.

Ce premier niveau d'analyse est complété par la notion de contrôle des activités des filiales. Le critère statistique choisi pour la collecte des données est celui du contrôle majoritaire (plus de 50 % des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration). On suppose que le fait de posséder plus de 50 % des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si, dans certains cas, ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50 % des actions.

Comptabilisation des emplois

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir en ETP pérennes, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

Recueil et validation des données

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- **la cellule de veille de Business France qui recense les annonces publiques d'investissement d'origine étrangères créatrices d'emploi en France et en Europe ;**
- **la prospection des projets conduite par Business France, mobilisant en particulier le réseau de ses bureaux à l'étranger ;**
- **l'information collectée par les correspondants chefs de file en région sur leur territoire.**

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe Business France et les correspondants chefs de file en région.

Les détails des décisions d'investissement sont également collectés et vérifiés : le secteur d'activité de l'entreprise, la fonction du projet, le type d'opération, le pays d'origine et la région de destination.

Un périmètre de recensement fiable et unique

Il peut exister des écarts avec des données IDE publiées par d'autres entités. Ils relèvent de différences de champs et de méthodes de comptabilisation : traitement des points de vente, projets de reprise, etc.

Grâce aux données transmises par ses bureaux à l'étranger ainsi que par ses partenaires territoriaux, Business France a accès à de nombreux projets qui ne font pas l'objet d'articles de presse et qui ne peuvent pas être recensés par les autres entités.



BUSINESS FRANCE EST L'AGENCE NATIONALE AU SERVICE DE L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (volontariat international en entreprise).

Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 58 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires.

Depuis janvier 2019, dans le cadre de la réforme du dispositif public d'accompagnement à l'export, Business France a concédé l'accompagnement des PME et ETI françaises à des partenaires privés sur les marchés suivants : Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines et Singapour.

Pour plus d'informations : www.businessfrance.fr @businessfrance

BUSINESS FRANCE

77, boulevard Saint-Jacques
75680 Paris Cedex 14
Tél. : +33 1 40 73 30 00



EPIC Business France – 77, Bd St Jacques – 75014 PARIS,
Représentant légal : Laurent Saint-Martin

Directeur de la publication :
Laurent Saint-Martin Directeur général

Rédactrice en chef
Louise Cassagnes

Contributeurs
Camille Campadelli, Jérémy Zribi et Vincent Duret

Traducteurs
David Williams
Peter Stewart

Conception, réalisation
Guillaume du Rivau
Avril 2023

Numéro ISSN : XXXX

